

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Danse électorale la manivelle change de main



D'après Clovis Trouille, La complainte du mauvais départ et La danseuse du ventre au bordel

M 02137 - 1353 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Donnez du pouvoir à un vers de terre, il deviendra un serpent. »

Proverbe péruvien

hebdo n° 1353

du 1^{er} au 7 avril 2004

F°P 2520

Sommaire



Une missive pertinente à **Sarkozy** par C. Danis, page 4

Indécrottables **abstentionnistes**, par Laurent, page 4

L'autruche fait dans la dégelée royale, par Ladriss, page 5

Kabylie: le noir pouvoir d'Alger, par Errant solitaire, page 6

Les **McDo**: bilan d'un conflit, page 9

Droit de **violences** en démocratie, par A. Sulfide, page 11

Répression et **contrôle social**, par D. Vidal, page 10

Kosovo: l'envers d'un glauque décor, par J.-P. Garnier page 11

Les carabistouilles politiques du **FGTB**, par Hertje, page 14

Brèves internationales, par Jimma, page 14

Homosexualités et engagements militants, par la Fiotte noire, page 15

Les rudes luttes d'**Octave Mirbeau**, par Caroline, page 17

Rajfus: les pratiques policières boudées par la presse, par P. Schindler, page 19

Le **Mai 68** de Bertolucci, par V. Erbia, page 20

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)

** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous

demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 **abonnez-vous**

Le Monde libertaire du 1^{er} au 7 avril 2004



LA SEMAINE DERNIÈRE il y a eu la démission d'un Premier ministre. C'était en Pologne. Effet de suite ou pas de la défaite d'Aznar en Espagne, le front des alliés de l'oncle Sam s'effrite. Mais révolution de palais, ou médias en émoi? Les dix pays qui rejoignent, après le 1^{er} mai, notre belle Union européenne ont malgré tout des préférences pour le « modèle social anglo-américain ». C'est pourquoi l'Europe qu'ils nous préparent ne semblerait pas préparer un monde nouveau où l'exploitation de l'homme par l'homme cesserait. Le dernier exemple est l'usine qui fabrique nos chères Gitanes que d'aucuns voudraient voir délocalisée à l'Est. Comme le titre benoîtement un quotidien francilien « Les dix pays qui s'apprentent à rejoindre l'Union européenne le 1^{er} mai attirent irrésistiblement les investisseurs. » Diable, que fait la Confédération européenne des syndicats?

En notre bel Hexagone, un des piliers de la CES (la CFDT) perdrait des ouailles. Ainsi aux dernières élections professionnelles de la SNCF l'ex-centrale du square Montholon passe de la seconde à la quatrième place. Le nouveau patron de la CFDT pourra méditer sur le chemin parcouru des années 70 où son organisation taillait des croupières aux autres boutiques syndicales à ce début du XXI^e siècle. En 68, ils faisaient référence à Pelloutier, puis se réclamaient de l'« autonomie engagée » pour arriver au rôle de partenaire social privilégié du gouvernement qu'il soit de gauche ou de droite.

La nouvelle donne politique de ces régions va-t-elle enrayer la multiplication des licenciements? Noroxo, Panzanni, Candia, Alstom, STMicroelectronics... Autant d'entreprises qui feront partie des dossiers chauds de l'après-28 mars.

Mais le phénomène de la délocalisation fait partie des « lois du marché » que respectent tous les politiciens.

Le mouvement ouvrier n'en est plus à se retrouser les manches pour reconstruire la France comme à la Libération, mais les travailleurs avalés sous le règne François Mitterrand ont émué bien des réflexes.

À Boulogne-Billancourt la presse branchée s'exalte sur les photos printanières de la « forteresse ouvrière » désertée. La pierre philosophale d'un renouveau syndical viendra probablement de l'unité dans les luttes. Mais en tout cas pas des urnes!

« Je voudrais mesurer vos danaïdes démocraties »

François Candebat

LE VERDICT des urnes est tombé! Badaboum! La vague rose l'emporte, comme jamais lors d'élections régionales. Vous connaissez depuis dimanche soir les chiffres et avez eu droit à toutes les analyses chiffrées de nos talentueux commentateurs politiques. Je n'y reviendrai pas. Il s'agit seulement ici de rappeler les principales « avancées » obtenues la dernière fois où cette gauche, aujourd'hui victorieuse, était au pouvoir. La réduction du temps de travail et en conséquence la précarisation accrue des conditions de travail avec une remise en cause profonde des conventions collectives. La mise en place de la CMU permettant pour la première fois l'entrée des capitaux privés dans notre système d'assurance maladie. Les premières lois sécuritaires avec la LSQ... Mais soyons joueurs: la gauche se refait une santé.

Rappelons aussi combien Mitterrand fut un grand homme politique. Ses successeurs peuvent le remercier. Sa tactique dans les années 80 consistant à donner à l'extrême droite un poids électoral par le jeu proportionnel lors des premières élections régionales est un franc succès. La gauche aujourd'hui ne peut démentir ces faits tant la présence de l'extrême droite lors de ce second tour dans de nombreuses régions a accentué son écart face à la droite. Mais cette gauche du nouveau millénaire est toute aussi responsable que Mitterrand à l'époque, tant elle a joué le jeu du sécuritaire et de Le Pen lors des élections en 2002. Et ce n'est pas l'éviction de l'antenne de France Culture de la chronique de Miguel Benasayag trois jours avant le premier tour de ces élections qui nous rassure: Miguel Benasayag se contentait ce jeudi 18 mars de comparer le programme de Le Pen et les réalisations de Sarkozy ministre. Quoiqu'il en soit sur la santé de notre démocratie, je vous le rappelle: la gauche est contente.

Et puis après? Qu'allons nous faire de nos vies? Quelle réponse avons nous de ces résultats? Pas grand chose. Les licenciements

vont continuer, le désordre social s'affirme de jour en jour. L'alternance politique n'y change rien. Les vies se brisent chaque jour d'avantage. Les travailleurs de Lustucru, Candia, Alstom, STMicroelectronics et Noroxo sont là pour en témoigner.

À écouter les médias lors de cette campagne électorale, il y avait là une certaine dose d'absurdité. D'un côté, nos politiciens débattaient, convainquaient et mobilisaient les électeurs; de l'autre, en fin de journal télévisé, l'urgence sociale frappaient à la porte: des licenciements collectifs à la fin de la trêve hivernale pour les expulsions. Et il n'était point besoin de s'appeler Olivier Mazerolle ou David Pujadas pour savoir que les premiers n'ont que peu d'influence sur la seconde. Pire peut être que ce constat: nous ne demandons même plus à nos politiciens de nous faire miroiter quelque rêve d'embellie sociale tant ils nous ont convaincus de l'inéluctabilité d'une société figée dans des déséquilibres.

Finalement, les élections passées à la moulINETTE médiatique ne sont plus qu'un spectacle comme les autres. Un prime-time de plus. Entre collègues de travail, lors de la pause-café, on parle alors des résultats électoraux comme du beau temps. Pourtant, que je sache, en démocratie représentative, ce sont bien les élections qui sont le canevas de la vie publique. Ce n'est plus le cas et les désillusions sont grandes parmi les républicains authentiques. Nous aimerions croire en conséquence qu'il saute aux yeux de tous que les élections ne sont là que pour légitimer la place de nos politiciens et la clique qui les emploie: la bourgeoisie en l'occurrence. Ce n'est pas le cas.

Nombreux sont encore les arguments qui ne permettent pas le doute en la république. Un consensus, qui devrait nous faire froid à l'échine, vient nous expliquer l'importance de sauvegarder le moins pire des systèmes. Des femmes nous rappellent qu'elles n'ont obtenu le droit de vote que suite page 4

suite de la page 3 depuis 1945. D'autres plus pragmatiques nous signifient qu'il existe toujours un candidat plus préférable aux autres. Ces vérités toutes faites se ramassent à la pelle et nous feraient rire si leur fonction première n'était pas de nous égarer dans un déni total des réalités sociales. Oui, la démocratie parlementaire n'est rien d'autre qu'un système de domination comme les autres. Les nuances avec les autres régimes, si elles existent, restent faibles à nos yeux. L'idéologie marxiste n'est pas innocente en la matière. En faisant de la démocratie parlementaire une voie circonstancielle vers la révolution prolétarienne, elle a légitimé pour une part ce système réformiste. Ce ne sont pas les trotskistes d'aujourd'hui qui inverseront ces faits historiques, et, malheureusement pour eux, ils n'auront même pas ce coup-ci leur part du gâteau dans les chambres régionales.

Notre posture se refuse la fuite dans le déni. Non content d'avoir vidé les individus de leur capacité politique par le biais de la délégation parlementaire, nos politiciens ont vidé de sens l'action politique par appétit de

pouvoir en laissant l'extrême droite s'installer et arbitrer le jeu politique. Autant dire que la démagogie et les jeux politiques deviennent la règle.

Notre désir anarchiste appelle des changements si profonds que nous serons satisfaits que lorsque seront épuisées toutes les possibilités du réformisme. C'est peu dire du sort que l'on réserve à cette démagogie rampante et exponentielle. Nous voulons reprendre en main nos vies. L'enjeu est de récupérer à chaque instant notre dignité perdue. C'est l'affaire du quotidien et non des échéances électorales.

Il n'y a pas là de notre part une attitude extrémiste simplificatrice. Non, seulement l'idée de cette nécessaire adéquation entre la fin que nous désirons et les moyens pour y parvenir. De la démocratie représentative ne peut accoucher la démocratie directe. Mais plus encore, rien ne naît de la soumission ou d'individus soumis. Le refus des humiliations quotidiennes, des autoritaires, que nous rencontrons à chaque instant, est un premier acte.

F.C.

Quelques uns, toujours les mêmes...

L'ÉVEIL, « journal édité par les communistes du quartier » (Ivry-sur-Seine) épingle ces « quelques-uns, toujours les mêmes, qui appellent à l'abstention ».

Oui, nous nous sommes abstenus et nous l'avons fait savoir. Nous nous sommes abstenus non pas par tradition, ni par déception, ni parce qu'il n'y avait pas de bons candidats en compétition. Pas plus que nous n'avons voté blanc ou nul, pas plus que nous n'avons voulu « sanctionner la droite sans amnistier la gauche ». La position développée dans l'article « Fédéralisme contre démocratie » (ML n° 1349) évoque un aspect essentiel de ce qui est fondamental pour les anarchistes. Les prolétaires, les ouvriers, les précaires, les exclus, bref toute cette humanité privée de justice et de liberté se voit amputée également de sa capacité politique. Forts de cette capacité politique les hommes et les femmes s'associent, résistent, luttent et se donnent les moyens de la solidarité et de leur émancipation. Forts de cette capacité politique dans leur quotidien, ils peuvent naturellement tirer des plans pour une société future, puisqu'ils sont alors conscients de la réalité et de la force de cette capacité. C'est toujours dans des situations historiques où la grève générale rend la rue, l'école, les entreprises, à la libre initiative et aux rencontres que l'utopie révolutionnaire devient possible...

Tous les jours nous le constatons, si nous essayons d'exercer cette capacité nous voyons se dresser face à nous les ennemis de l'autonomie des individus, et ils sont nombreux! Pendant les grèves du printemps 2003 les grévistes à la recherche de mode d'associations et d'organisations libres se confrontèrent à l'attitude « responsable » de syndicalistes ou des misérables manipulations de militants politiques qui savaient mieux que les autres... pour notre bien! Méfions-nous des gens qui veulent notre bien... ce sont évidemment nos pires ennemis! Syndicalistes de participation et patronat de combat... ils sont dans le jeu de la société capitaliste. Les premiers se disent à juste titre partenaires (sociaux) du second! Ils participent au même jeu, en acceptent les règles. Tout comme les partis politiques y participent. Appeler à y participer c'est effectivement amener les individus à nier leur capacité politique. Les anarchistes sont hors de ce jeu. Les anarchistes proposent une société reposant notamment sur l'association libre des individus, le fédéralisme, l'autogestion. Eh bien nous pensons qu'il faut commencer à nous émanciper dès aujourd'hui des pratiques de délégations démocratiques. Et tout naturellement nous nous abstenons, refusant d'abdiquer notre capacité politique. Tout naturellement nos efforts vont dans le sens de la réappropriation et l'exercice de cette capacité dans tous les moments de la vie où les individus se trouvent en situation de s'associer, résister et lutter.

Quelques-uns, toujours les mêmes... Laurent
groupe libertaire d'Ivry, contact: faivry@no-log.org

Au mange-merde et à ses associés

MON PETIT NICOLAS, que dirait Pimprenelle si elle voyait ce que tu es devenu. Tout petit déjà, on voyait bien que tu voulais prendre la place du marchand de sable, mais depuis tu as lu George Orwell, Machiavel, *Mon combat, ma vie, mon œuvre*, etc. Enfin, bref, tu t'es Kultivé. Tu as surtout cultivé ta carrière et tu vas bientôt arriver à son paroxysme. Mais alors là, avec les lois Perben II tu te surpasses. Qui a dit que la culture c'est comme la confiture, moins on en a, plus on l'étale? Toi, tout comme avant, tu te contentes de copier. Quand Georges Orwell a écrit 1984, dans les années cinquante, il voulait décrire l'évolution, trente ans après, d'un monde dirigé en collaboration par les fachos de toutes les couleurs: Staline, Hitler, Mussolini, Franco, l'administration américaine de l'époque. Voilà t'y pas que toi, cinquante ans plus tard, soi-disant pour répondre aux attentes des électeurs du Front national, tu nous transposes cette vieille fiction imaginaire dans la réalité. Je pense que Gros Nounours t'a traumatisé, pour que tu te transformes ainsi en père fouettard.

Tu a peur des choses que tu ne contrôles pas? Car, bien sûr, nous ne sommes pour toi que des choses! Personne de normalement constitué ne pourrait souhaiter à son pire ennemi de vivre dans une société telle que celle que tu nous prépares. Mais bien sûr, à force d'écraser les autres pour parvenir au-dessus de la mêlée, tu ne peux que les considérer comme de la merde, dans laquelle tu

patauges allègrement. Il serait temps que tu dépasses ce stade scatologique.

Ce que veulent les habitants de cette planète: ces hommes, ces femmes, ces enfants, ces vieillards, ces bien portants, ces impotents, c'est de pouvoir subvenir à leurs besoins, y compris ceux de s'épanouir dans la liberté, de pouvoir penser et agir sans qu'un flic soit en permanence à les surveiller. Mais cela ne correspond pas à tes aspirations oligarchiques où ceux qui accaparent les richesses de ce monde doivent se protéger de ceux qu'ils exploitent. Toi, en bon valet obéissant, tu veux que l'État assure ses fonctions régaliennes de maintien de l'ordre établi, et pour ça tu veux mater d'une main de fer cette France d'en bas qui a l'impudence de vouloir exister. Rassure-toi, tes petits copains de l'autre côté de l'hémicycle ne valent pas mieux, eux, c'est Aldous Huxley qu'ils remettent au goût du jour. Bien qu'Aldous soit revenu, après avoir lu 1984, sur *Le Meilleur des mondes*. S'apercevant que sa fiction, écrite en 1932, était en train de devenir réalité et qu'une société totalitaire était en train de se mettre en place, où les individus sous l'emprise des technologies de la propagande, seraient persuadés d'être totalement libres.

Nous n'avons pas besoin de marchand de sable pour nous endormir, pas plus que nous n'avons besoin de dieu ou de maître, alors bonne nuit le petit!

Christophe Danis

Quand l'autruche éternue...

Tout est à eux, rien n'est acquis...

« Rien n'est acquis, tout reste possible. La victoire va toujours à ceux qui la désirent le plus. » Nicolas Sarkozy, entraîneur du XV de France.

Après l'avoir tenu soigneusement à l'écart de la campagne des régionales, l'UMP, déconfité, a prié instamment sa vedette de faire la tournée des popotes durant l'entre-deux tours. Sans doute estima-t-elle que la victoire va toujours là où va Sarkozy: raté.

Ce qu'il disait, ce qu'il taisait

« François Mitterrand disait que le secret de la longévité en politique, c'est l'indifférence. » Mattéi, ministre différent.

Il ajoutait que le secret de la brièveté en politique c'était aussi l'indifférence. Mais chut!, c'était une surprise, fallait pas le dire à Mattéi.

Marine Le Pen, sociologue

« La sociologie de l'Île-de-France ne nous est pas favorable. » Le Pen, Marine, de l'Ifop.

Affirmation que confirment mes potes et potesses bobos (Ladrisse est dans le mouv'): si la tendance printemps-été c'est voter parce que pas voter c'est grave de chez grave, par contre voter FN c'est out total. No délire, chez Marine, pas une mèche bleue, zéro fun. Cependant la tendance pourrait s'inverser, car on annonce le retour en force du « comme mes parents ». Je vis comme mes parents, je pense comme mes parents, je vote comme mes parents. Les parents en question habitent Neuilly, Le Vésinet, votent Boutin ou De Villiers. Et je vous dis rien de ce qu'ils pensent. Alors, Marine, confiance! Y'a autant d'enfoirés en Île-de-France qu'ailleurs.

Aimé, absolument

« Je lui dois tant. Mon père, je l'aime absolument. »

Justine Lévy, fille de Bernard-Henry.

Manquerait plus que tu lui fasses la gueule! Si t'es en tête des meilleures ventes avec ton bouquin à deux balles (son mari l'a quittée pour Carla Bruni, pauvre enfant... Voilà, en gros, l'intrigue), si tu te remplis les fouilles avec ton gros malheur de petite fille gâtée qu'a perdu son douidou, c'est quand même un peu grâce à lui... Pour le tome deux de la saga « moi, mon ego et moi », je te conseille néanmoins de te brouiller avec lui. « Mon père, cet imposteur »: le titre est tout trouvé.

Dangers de l'eugénisme

« À la région, il faut un homme qui a des gènes de résistant. »

Bocquet, PCF Nord-Pas-de-Calais.

Bon alors si on va par là, y'a qu'à sélectionner dès le départ les élus en fonction de leurs génomes, et après on en parle plus. Ça sera plus simple que les élections, et ça risque pas d'être pire, question « résistance », hein Robert? Le problème c'est que ces cons-là seraient capables de se faire cloner, histoire de garder leur boulot. Eh Robert, t'imagines: un Raffarin qui dure mille ans...

Monsieur Plus

« Vous nous demandez d'en faire davantage et plus rapidement? Nous le ferons. » Sarko, toujours lui, mais s'adressant cette fois aux électeurs du FN.

Dans le Nord, les usines qui fonctionnent encore seront fermées, rapidement. Tous les privilégiés bénéficiant du RMA, forme



d'assistantat déguisé, seront rayés des listes et le RMA remplacé par le RMPG (Rame à Mes Pieds Pauvre Gland). Les pauvres seront enfermés dans des prisons bâties avec leurs impôts, les riches vivront dans des villas bâties avec l'argent qu'ils ne déclarent pas aux impôts. Toute manifestation sera d'emblée interdite sous peine de tir au canon, et le festival d'Avignon accueillera un spectacle des Voltigeurs Motocyclistes de la Gendarmerie Nationale, avec eux pas de risque d'annulation. Enfin, la direction du Musée de l'Homme Blanc sera confiée à Michel Déon. Comment ça, je vais trop loin? C'est Déon qui vous gêne, c'est ça?

Fredo Ladrisse.

(sources: Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Kabylie

Le printemps noir est aussi le temps des cerises

SUR LE CHAMP MÉDIATIQUE français, le spectacle est désolant pour qui s'intéresse un tant soi peu à la comédie électorale. Tellement grotesque que ça ne fait rire personne, ça ne fait pas pleurer non plus. Ça aurait plutôt tendance à susciter l'indifférence.

Sous d'autres cieux, pas très loin d'ici, de l'autre côté de la Méditerranée, il y a quelque chose qui se passe.

« Tu connais la Kabylie, lui dis-je, le joli pays ? »

— Pas b'soin d'traverser la mer, la moitié de la Kabylie est ici, et alors ? »

Comme la plaisanterie n'a pas d'intention xénophobe, elle est recevable. Elle devient même très intéressante, mais passons.

En Algérie, le 8 avril 2004, c'est les élections présidentielles. On y fait du cinéma multipartiste autour de la couronne de Boutéflika, la marionnette des généraux sanguinaires.

« Et alors ? »

— Ben alors... »

Un petit rappel est ici nécessaire.

Le 18 avril 2001, à Beni Douala (15 km de Tizi Ouzou), la gendarmerie enlève Massinissa Guermah, jeune lycéen ordinaire de 19 ans, et l'assassine en le criblant de balles pendant son séjour au poste.

C'est l'étincelle qui met le feu aux poudres. Depuis si longtemps que cette région subit l'oppression de l'État, la dureté économique, la brutalité militaro-policière... Le lendemain, la gendarmerie est attaquée par les jeunes. Les gendarmes se défendent brutalement. Les émeutes quotidiennes s'étendent ensuite à une vitesse foudroyante. Pour les seules journées du samedi 28 et dimanche 29 avril, on dénombre près de 50 morts.

À Tizi Ouzou ou à Béjaïa, c'est toute la population qui s'insurge. Les événements se succèdent, les marches de protestation aux foules intenses, y compris sur Alger, les émeutes, le saccage des locaux de tous les partis politiques (FFS, RCD, RND, PT, etc.), les attaques de gendarmeries, les fermetures de mairies, etc. C'est le Printemps noir. Près de

130 personnes seront assassinées par les forces de l'ordre, et l'on comptera d'innombrables blessés.

Très tôt, la population, massivement unie contre le pouvoir assassin, s'organise sur les bases de la démocratie directe. Dans les villages ou dans les quartiers des différentes villes, surgissent des comités populaires, faisant référence aux anciennes djemaâs, les assemblées communales de jadis. Plus de deux cents assemblées de village envoient leurs délégués (avec des mandats révocables) aux différentes coordinations par niveaux territoriaux (interwillayas, par exemple). Coordinées par une présidence tournante, la CICB (Coordination intercommunale de Béjaïa) et la CADC (Coordination des Aârouchs, Daïra et communes autour de Tizi

accompagnée d'un Code de l'honneur du délégué. Gare à celui qui le prend à la légère! Dans les assemblées, les décisions sont prises à l'unanimité.

La plupart du temps, les belles plages de Kabylie sont fréquentées, et l'on aime profiter de la mer et du paysage. Mais, soudainement, la plage se vide, les rideaux des commerces se verrouillent. Tout le monde veut suivre les mots d'ordre de grève générale décrétés par le Mouvement des citoyens. Les boycotts sont massifs, comme celui du paiement de la facture d'électricité (contentieux Sonelgaz). Lors des élections législatives de mai 2002, l'agitation atteint un paroxysme, plusieurs jours d'émeutes, des bureaux de vote sont fermés par les jeunes. Le taux de participation n'aura été que de 2 ou 3 % (au mieux).

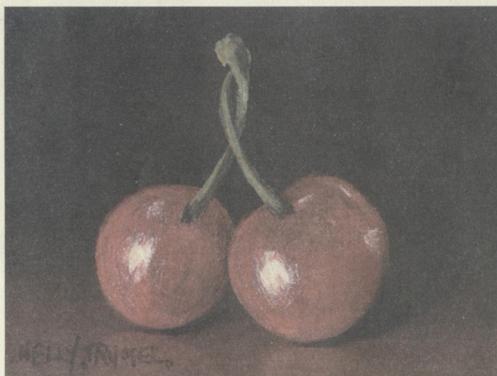
Le pouvoir ne reste pas sans réponses: des centaines d'arrestations se succèdent. La pression constante de la rue réussit à faire libérer des groupes de prisonniers (y compris leurs délégués). Les tentatives de manœuvres politiques sont démythifiées (comme les fameux « délégués Taïwan » produits par le pouvoir).

Depuis 2001 que ça dure, non seulement le Mouvement des citoyens tient la dictature algérienne en échec, mais il la fait reculer. En janvier 2004, des négociations ont été engagées avec Ahmed Ouhayia, le ministre de l'Intérieur (au nom du président), et la plupart des points de la plateforme d'El Kseur ont été accordés, avec des réalisations effectives (en cours).

Actuellement, elles achoppent sur l'organisation d'un référendum concernant l'identité berbère : « On ne soumet pas son identité au vote! », clament les Aârouchs.

Il est donc probable que la campagne de boycott du scrutin présidentiel du 8 avril sera fort suivie en Kabylie. Et il est probable qu'elle aura aussi ses effets dans le reste de l'Algérie...

Ulah Smah Ulah, l'pouvoir assassin! (Pas de pardon au pouvoir assassin).



Nelly Trumel, peinture

Ouzou) adoptent à El Kseur une plateforme revendicative non négociable.

Ses quinze points demandent, entre autres, le départ des gendarmes, des minima sociaux dans toute l'Algérie afin de lutter contre la « clochardisation de la jeunesse », la fin de l'arabisation forcée et la reconnaissance de leur identité kabyle, la prise en compte officielle des victimes de la répression féroce du Printemps noir comme martyrs du peuple algérien, avec mesures effectives de soutien aux personnes et à leurs familles.

Pour éviter toute manœuvre politique de division ou de prise de contrôle sur le mouvement, la plateforme d'El Kseur est

Errant solidaire

Fin de grève au McDo Strasbourg-Saint-Denis

Une très longue grève dans la restauration rapide, qui se solde par un succès... précaire!



APRES 363 JOURS DE GRÈVE, un accord a mis fin le 9 mars au conflit du McDonald's de Strasbourg-Saint-Denis. Les grévistes ont obtenu:

– Le départ du franchisé Hamid Tryieh – qui avait essayé de couler le restaurant pour justifier l'élimination d'un groupe de salariés capables de se défendre – et l'arrivée d'un nouveau franchisé, que les salariés connaissent déjà et qui semble correct.

– La réintégration de Tino Fortunat, vice-directeur du restaurant – dont le licenciement abusif avait déclenché la grève – dans un autre restaurant de la même franchise pendant huit mois puis de nouveau à Strasbourg-Saint-Denis.

– Le paiement des jours de grève à hauteur de 35 %.

– Des embauches supplémentaires dont le nombre reste indéterminé.

– Concernant les conditions de reprise du travail: il n'y aura pas de nouveau manager, et la progression interne devra être favorisée; les salariés ont encore leur mot à dire sur l'embauche de nouveaux salariés; les salariés ont toujours un droit de regard sur l'organisation des plannings. La reprise devrait s'effectuer le 29 mars.

En revanche:

– Les quelques avancées obtenues lors des négociations de l'été 2003 n'ont pas été prises en compte.

– En ce qui concerne les heures supplémentaires non payées, d'avant la grève, les salariés envisagent de porter l'affaire devant les prud'hommes pour obtenir leur paiement sur les cinq dernières années, si le problème ne peut pas être réglé autrement.

– Il n'y a aucune avancée sur la question des salaires.

Dans l'ensemble, on peut considérer que les salariés ont gagné sur les questions essentielles qui étaient l'objet de la grève.

Parallèlement aux tractations portant sur le conflit, cinq salariés (qui avaient été licenciés

en octobre 2001, ce qui avait déclenché la première grève de 115 jours) ont négocié leur départ à des conditions relativement bonnes, obtenant des indemnités de départ conséquentes. Cette négociation a sans doute pesé dans l'issue favorable du conflit, vu l'abcès de fixation que McDo avait fait sur leur cas (la plainte que McDo avait déposée contre eux a été retirée); elle s'est déroulée au grand jour sous les yeux des autres salariés et n'a donc pas affaibli la lutte, chose qu'on aurait pu craindre si ça s'était passé autrement et avait été source de division. Nous regrettons seulement que la CGT, qui fait silence sur ce point de la négociation, soit culturellement incapable de comprendre que des salariés qui quittent un boulot qui ne les satisfait pas ont parfaitement raison de le faire, du moment que tout se passe au vu et au su de toutes les parties concernées.

Le texte de l'accord n'est pas à ce jour en possession des salariés. Un doute reste entier, vu que nous ne disposons pas pour l'instant d'informations précises à ce sujet: le texte signé est-il un protocole de fin de grève en bonne et due forme ou bien un accord entre avocats, y a-t-il une clause de confidentialité qui empêcherait les salariés d'avoir ce texte pour en faire respecter les clauses? À ce jour, nous constatons que la CGT, d'un côté, et les avocats, de l'autre, ont préféré se livrer à une conférence de presse (et plus généralement réserver à des journalistes la primeur de leurs informations) plutôt que d'informer et discuter directement avec l'ensemble des salariés et avec ceux qui se sont engagés pendant des mois dans le soutien à la grève sur le terrain. Nous ne pouvons que le regretter.

Le collectif de solidarité et plusieurs salariés ont profité de la dernière réunion pour dresser un bilan rapide de la grève. Nous essayons d'en donner ici quelques éléments.

À la question: le collectif aurait-il pu faire mieux pour soutenir les grévistes, la réponse est indubitablement « oui ».

Comité de soutien aux salariés en lutte de McDo, Frog, Arcade, Fnac, Disney, Virgin, Pizza Hut, etc.

– Nous avons, en effet, été incapables de reproduire certaines des conditions favorables qui avaient joué positivement dans la première grève. Tandis qu'en 2001-2002 le collectif fonctionnait avec la participation de la CGT et les initiatives juridiques restaient entièrement sous le contrôle des grévistes, permettant à ceux qui se trouvaient sur le terrain d'avoir une idée claire de l'ensemble des initiatives qui étaient prises par les uns et les autres, cette fois il y a eu un manque de concertation évident entre la CGT (qui a pris des initiatives de son côté), les avocats (qui ont conduit leur stratégie juridique dans la plus grande opacité, en ne tenant compte que de leur propre avis concernant l'évolution des rapports de force sur le terrain) et les soutiens, qui ont fait ce qu'ils ont pu. Ce qui a eu pour conséquence que les grévistes ont eu souvent le plus grand mal à concilier des stratégies différentes. L'opacité des décisions a souvent été un handicap pour tout le monde.

– L'occupation du McDo, qui pouvait devenir un point de ralliement de toutes les énergies disponibles pour offrir de la solidarité à la grève et augmenter sa visibilité, a, au contraire, épuisé les meilleures énergies des grévistes, qui ont dû faire un effort considérable pour tenir l'occupation et se sont trouvés souvent indisponibles pour animer des actions et des occupations qui auraient bien davantage généré leur employeur.

– Les rapports avec les mouvements du printemps et de l'été dernier (contre la casse des retraites, intermittents, etc.) ont été somme toute assez faibles et occasionnels, donnant plus d'une fois l'impression que les grévistes de McDo étaient des consommateurs de solidarité, peu capables d'en offrir en retour. Ce qui est en partie faux, vu l'aide qu'ils ont apportée aux grévistes de Frog et aux deux grèves de Pizza Hut. Ce qui démontre que la convergence des luttes ne va vraiment pas de soi et qu'elle est le point d'arrivée d'un processus parfois fort compliqué.

– La faiblesse de la dynamique que nous avons constatée pendant une bonne partie de la grève est due sûrement à l'éparpillement des initiatives dont nous parlions plus haut : les occupations du siège à Guyancourt et d'un centre de recrutement, les quelques blocages nocturnes de la centrale de Fleury-Mérogis – conduits essentiellement avec l'appui de la CGT et des intermittents en lutte – ne pouvaient pas tenir lieu de dynamique d'ensemble. Elles sont restées des actions efficaces et spectaculaires, mais ponctuelles, et ont entrete nu chez les grévistes l'illusion que la victoire pouvait venir d'autres acteurs qu'eux-mêmes.

– McDo a sans doute cru avoir fait un bon calcul en laissant pourrir la grève, lorsque dans les derniers mois de l'année les actions de blocage ont quasiment cessé. La reprise de ces

blocages à partir de la mi-décembre par les grévistes et le comité de soutien, et le réveil de la solidarité y compris à l'étranger, ont visiblement modifié la donne, mais cela ne s'est pas fait sans efforts et surtout sans que l'on puisse compter sur la collaboration des autres parties censées apporter leur concours à la grève.

– Les rentrées d'argent n'ont pas été à la hauteur des besoins ; cela est imputable à la



à la faiblesse de la dynamique de la grève, au fait que la confédération CGT ne s'est pas assez engagée sur ce terrain, ce qui a obligé plusieurs grévistes à chercher des petits boulots à côté pour subvenir aux besoins les plus urgents, affaiblissant ultérieurement la dynamique de la grève. Le collectif de solidarité, pour sa part, n'a pas réussi dans ces conditions à développer des actions de financement comparables à celle de la première grève, malgré l'énorme solidarité qui s'est manifestée lors du mouvement contre la casse des retraites.

Mais quel a été le rôle du collectif de solidarité dans le soutien à cette grève ?

– Comme dans les grèves qui l'ont précédée (première grève McDo, Virgin, Fnac, Arcade, Frog, etc.), nous avons essayé avec nos faibles moyens de modifier les rapports de force sur le terrain. Nous avons parfois obtenu de bons résultats, notamment quand les franchisés ont fait pression sur McDo pour obtenir que les blocages cessent de les prendre pour cible (et que la maison mère assume ses responsabilités), ou bien quand McDo, après avoir pensé que les grévistes étaient épuisés, a dû demander que nos actions sur ses restos cessent comme préalable à la reprise des négociations.

– Le collectif a souvent été perçu par le syndicat comme une épine dans le pied. Mais

cette épine a permis que les grévistes continuent à se sentir soutenus dans des moments où leur syndicat aurait eu naturellement tendance à les lâcher, comme cela s'est vérifié un nombre incalculable de fois dans d'autres grèves. Son action a aidé à la popularisation de la grève, à son rayonnement, à soutenir le moral des grévistes (qui parfois en avaient bien besoin). Il n'a jamais atteint l'ampleur de l'activité déployée par le collectif qui s'était mis en place à la première grève, pour des raisons que nous avons essayé de cerner plus haut. Il n'a pu donner à la dynamique de grève la force qui lui a manqué parfois. En effet, il ne pouvait se substituer à elle ; il ne pouvait que la soutenir et fonctionner comme amplificateur, sauf quand il n'y avait pas grand-chose à amplifier.

– Malgré toutes les faiblesses que nous reconnaissons franchement ici afin que d'autres ne se découragent pas dans des situations similaires, signalons que rien n'aurait été possible sans la ténacité des grévistes. Ils ont parfois donné l'impression de ne pas avoir assez confiance en eux-mêmes et ont cherché à se rassurer en s'adressant au grand frère syndical. Lequel n'est aujourd'hui pas en mesure de permettre à une grève de gagner – et aurait difficilement supporté l'existence d'un collectif hétéroclite et disparate comme le nôtre s'il n'avait pas été conscient de ce fait. Ce qui n'empêche qu'une juste méfiance vis-à-vis de certaines structures CGT s'est développée et a fait son chemin.

Nous pensons que cette lutte aura nécessairement des répercussions sur l'ensemble du monde du travail, et en particulier dans les secteurs où le travail précaire et la répression antisyndicale prétendent s'imposer comme norme sociale.

Rappelons ici tous ceux qui, à un moment ou un autre de la grève, ont prêté leur soutien, manifesté leur solidarité et permis que la lutte aboutisse : les grévistes de Pizza Hut et de Frog, des enseignants et des intermittents du spectacle en lutte, des militants de la CGT, de FO, de SUD, de la CNT, des organisations politiques, des associations de chômeurs et précaires (et notamment d'AC!), des non-syndiqués et non-encartés qui ont offert la force de leur indignation face aux pratiques patronales, qui ont diffusé l'information, qui ont manifesté. Que tous ceux qui ont pris part à ce combat, tous ceux qui par leur soutien financier ont permis à cette lutte de durer jusqu'à son terme, tous ceux qui ont manifesté leur solidarité par un certain nombre d'actions en Italie, en Allemagne, en Colombie, etc. sachent qu'ils ont contribué à leur manière à cette victoire.

Contact

CICR, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.
Courriel : hamburgreve@no-log.org
Informations et documentations sur les deux grèves et les initiatives en cours :
<http://www.ac.eu.org/actu-docs/precarite/enlutte.htm>

Petits meurtres en démocratie

PAR-DELÀ les petites agitations électorales et les rebonds des affaires, le rythme politique qui berce notre pays plonge les citoyens dans une douce somnolence. L'actualité porte bien mal son nom tant elle pressent le déjà vu, le déjà entendu, le déjà vécu. Elle se déroule ainsi qu'une molle ritournelle où les couplets succèdent aux refrains, sans rupture, juste de vagues variations. Si certains sont allés traîner leurs guêtres dans les bureaux de vote, si d'autres ont eu beau annoncer les résultats avec un ton de bateleur de foire, las, il subsistait partout le sentiment d'avoir simplement retourné la couette avant de retomber dans la torpeur.

Disons-le: la démocratie hébète. Quand elle s'exprime ce sont des relents d'éther qui parfument l'atmosphère, et ainsi le peuple stupéfait, le geste mal assuré, se laisse guider par la voix des maîtres sur lesquels sa volonté souveraine a jeté son dévolu. Les coups pleuvent, cela arrive, et le peuple se débat, cela arrive aussi, mais dans cette ambiance ouatée il n'a pas encore achevé de protester que déjà, il a appris à se passer du bien qu'on vient de lui dérober. La tension retombe, les paupières avec, et le voilà à nouveau plongé dans son semi-coma, vaguement conscient de l'escroquerie mais résigné à l'idée qu'après tout, « la démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres ».

Est-il déconcerté, le peuple, à l'idée que ce régime s'arrange fort bien avec le meurtre? L'État d'Israël, au nom de la démocratie, pratique depuis quelque temps l'assassinat ciblé. Dernier shoot à la roquette, lundi 22 mars 2003, sur Cheikh Yassine, fondateur et père spirituel du Hamas, si bien « ciblé » qu'il a explosé, outre son destinataire, sept autres personnes dont des passants.

Est-il troublé, le peuple, de savoir qu'un autre État, américain celui-ci, n'a pas attendu de prouver l'existence « d'armes de destruction massive » pour utiliser les siennes contre la population irakienne? C'est au nom d'une justice immuable qu'on a tapissé le pays de bombes commandées par un pouvoir qui

clame au monde entier son attachement aux valeurs démocratiques.

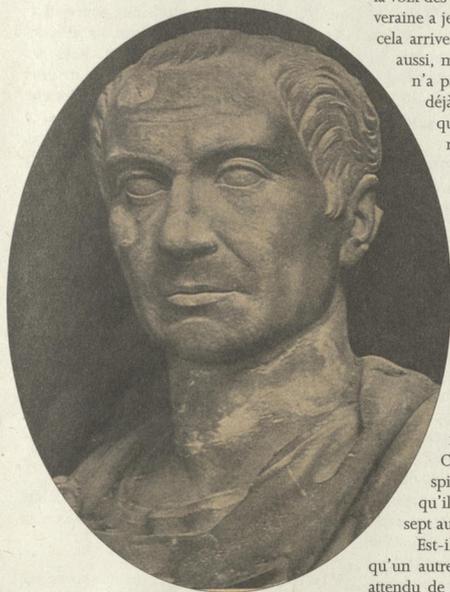
S'offusque-t-il enfin, le peuple, d'apprendre que les démocraties du monde réservent à leurs ennemis toujours plus de géoles pour les y laisser pourrir? C'est à Guantanamo où depuis déjà deux ans quelques centaines de prisonniers (talibans ou non arrêtés en territoire afghan) attendent on ne sait quel sort, sans inculpation ni jugement, mais c'est aussi en France où après plusieurs années de détention préventive, on juge une dizaine de militants indépendantistes bretons, membres supposés ou non de l'ARB (Armée révolutionnaire bretonne).

Nous pourrions multiplier ainsi les exemples à l'infini. Nous pourrions aussi décortiquer chaque cas et renvoyer dos à dos les parties, conscients que les combats menés par les uns et les autres ne sont pas les nôtres. En poussant le bouchon un peu loin, nous pourrions regretter ce que les conflits d'antan avaient de bon: au moins, les factions rivales se rencontraient dans un champ, et loin du monde on s'égorgeait entre militaires. Libre aux survivants de remettre ça au prochain coup ou d'aller se faire pendre ailleurs.

Nous songeons plutôt à cette démocratie qui emprunte largement à la barbarie pour la combattre. L'ordre, la stabilité, la paix même, autant d'évocations puissantes qui portent ses lance-roquettes et justifient ses séquestrations, avec un discernement et une efficacité qui restent à prouver. « Il faut terroriser les terroristes », le mot est de Charles Pasqua, volontiers démocrate si on lui pose la question, et qui pour autant s'accommode parfaitement du commerce d'armes vendues aux plus offrants ou aux plus méritants... Âge d'or pour les uns, années de plomb pour les autres. Entre les feux des criminels légaux et illégaux, le peuple, toujours, à qui l'on demande pour l'amour de la démocratie de déposer son chèque en blanc dans l'urne, sachant qu'une bonne partie de la somme sera réservée aux crédits de défense. Ou de guerre. Tout dépend du contexte.

Si vis pacem, para bellum. C'était l'adage préféré de César. Du fond de l'antiquité romaine jusqu'à l'aube du vingt-et-unième siècle, peuple assoupi, vois ce que tu as gagné.

André Sulfide



À Buenos-Aires-sur-Seine, la peur et les lois servent l'injustice

« En France, l'État, paré des vertus républicaines et démocratiques, organise et quadrille notre vie quotidienne pour anticiper d'éventuelles explosions sociales. »

LE 19 FÉVRIER, une manifestation de plus s'est déroulée à Buenos Aires. Ce jour-là, des représentants d'assemblées de quartier, de syndicats, des militants politiques se mêlaient aux « piqueteros », aux travestis et aux prostitué.e.s. Leur objectif commun était de protester contre une proposition qui allait être discutée pour être appliquée à la province de Buenos Aires. Cette proposition de réformer le Code de cohabitation visait à durcir la répression contre certaines catégories de population : l'âge auquel les enfants pouvaient être envoyés en prison passait de 18 à 16 ans; interdiction du travail ambulancier mais aussi du travail des « cartoneros » (récupérateurs de cartons) dans la majeure partie de la capitale fédérale; interdiction de réunions de plus de quatre personnes sans permis; menace de prison pour les prostitué.e.s, mais les proxénètes ne seraient plus menacés que d'une amende; détention pour ceux et celles qui changent leur aspect physique (travesti.e.s, piqueteros, etc.) dans la rue; possibilité pour la police d'exercer la responsabilité du juge de première instance s'il n'y a pas de juge disponible au bon moment, etc. Le 19 février, par 32 voix contre 22, ces propositions furent repoussées. Jusqu'à quand?

Au même moment, mais à quelques milliers de kilomètres de là, en France, le Syndicat de la magistrature rendait public et commentait le futur projet de loi Sarkozy, sur la prévention de la délinquance. Après la loi sur la sécurité quotidienne, la loi sur la sécurité intérieure, cette nouvelle loi dite « Perben II » où la police d'État renforce encore ses pouvoirs (notamment avec une garde à vue passant à 96 heures, sans recours à un avocat), le ministre de l'Intérieur va toujours plus loin.

Les quartiers « sensibles » seraient équipés de dispositifs de vidéo surveillance¹, et la police aurait accès aux images en temps réel; un propriétaire de logement pourrait faciliter l'expulsion de locataires pour trouble du voisinage, à la place d'un huissier ou d'un officier de police judiciaire; les parents seront sanctionnés par un stage de soutien à la parentalité puis par les amendes et la prison si leurs enfants font preuve d'absentéisme scolaire²; diverses structures auront pour objectifs de surveiller les parents, les professionnels de l'éducation, de la santé et de la prévention afin de recueillir les noms et les faits délictueux

commis par des enfants; les « jeunes filles de famille d'origine étrangère » seront « incitées à accéder à des internats », etc.

D'un côté, pour les politiciens argentins, il y a une volonté de pacifier la rue pour permettre à l'économie et aux classes moyennes de se rassurer. Pour cela, la répression qui cible clairement les protestataires (piqueteros), ceux qui se réunissent (assemblées de quartier, etc.), les plus pauvres (cartoneros, prostitué.e.s, les enfants, etc.), est un moyen pour contrer l'ébullition sociale. Cette ébullition découle d'une situation économique, politique et sociale, explosive, préparée et achevée par les castes politiques au pouvoir. L'État se protège donc et tente de mettre la bourgeoisie du pays et les intérêts du FMI à l'abri de la contestation.

De l'autre côté, en France, l'État et son gouvernement, tous deux parés des vertus républicaines et démocratiques, organisent et quadrillent notre vie quotidienne pour anticiper sur d'éventuelles explosions sociales. Ici aussi, ce sont les pauvres qui sont visés; les plus faibles qui sont criminalisés; les moyens alternatifs à la répression qui sont liquidés, etc. Et chez nous aussi, le prétexte est de chasser la grande criminalité, alors que les mesures prises touchent tout un chacun. Et que la police voit ses moyens développés, sa présence renforcée, jusqu'à devenir indiscutables.

En renforçant dans la réalité et dans les têtes que la répression est la seule à apporter une réponse, se cache l'idée qu'il n'y a qu'une criminalité, originaire d'une seule classe sociale et des mêmes quartiers, que l'injustice sociale n'existe pas, et qu'elle ne génère pas d'effets secondaires. Au bout du compte, tout cela se résumerait à un combat entre l'ordre et les voyous. La répression est alors la seule réponse: c'est la voie vers le fascisme. Pour justifier la répression, la peur est une arme incontournable pour les pouvoirs.

Daniel
groupe Gard-Vaucluse

1. Le conseil régional du Languedoc-Roussillon, avant-gardiste, a voté l'instauration de la vidéo surveillance dans les lycées.

2. Cela a déjà fait l'objet d'un décret relatif au contrôle de l'assiduité scolaire; les parents encourrent jusqu'à 750 euros d'amende.

Kosovo

Les dessous du problème « ethnique »

Jean-Pierre Garnier



Les

LES MÉDIAS viennent de « découvrir » le nettoyage ethnique à l'albanaise. Découverte un peu tardive: celui-ci durait depuis déjà cinq ans. En réalité, la guerre du Kosovo, officiellement « terminée » en juin 1999, ne l'était pas du tout. Car ses objectifs réels n'ont toujours pas été atteints.

La version officielle concoctée pour « l'opinion » est connue: les États-Unis – avec l'Europe – attaquaient la Yougoslavie pour arrêter un « génocide ». Les propagateurs de fausses nouvelles ont, depuis lors, reconnu eux-mêmes – très discrètement, il est vrai – qu'il n'y avait pas eu de génocide. Le fabricant en chef de cet énorme mensonge n'est autre que Alastair Campbell, le conseiller en « communication » de Tony Blair. Un récidiviste puisqu'il sera l'inventeur médiatique des « armes de destruction massive » irakiennes. Un autre média-mensonge qui, combiné avec celui des liens supposés – mais avérés faux – du régime de Saddam Hussein avec al-Qaïda, justifiera l'invasion et l'occupation de l'Irak par les forces de la « coalition » impériale.

En dépit du matraquage puis du black-out sur l'information imposés par les puissances occidentales depuis l'installation au Kosovo de la KFOR, la police onusienne chapeautée par l'Otan, la situation dans la province serbe « libérée » commence, au moins pour qui

veut réellement s'informer, à être connue. Malgré la présence de plus de 20 000 soldats de la « force de paix internationale », ce territoire est le lieu depuis cinq ans d'un nettoyage ethnique permanent qui a tué plus de 2 500 habitants serbes, kidnappé et fait disparaître environ 1 200 autres, et chassé 230 000 non-Albanais: Serbes, mais aussi Roms, juifs, Turcs, musulmans, Gorans, etc. Tout cela avec la complicité tacite des proconsuls, Bernard Kouchner en tête, qui se sont succédé à Pristina en tant que représentants de l'improbable « communauté internationale ». C'est ainsi que le « corps de protection du Kosovo », façade légale de la persécution anti-serbe, compte dans ses rangs, y compris aux grades les plus élevés, un nombre imposant d'anciens militants de l'UCK dont la place devrait être à La Haye, si le Tribunal pénal international n'était pas ce qu'il est: une mascarade judiciaire montée de toutes pièces – et financée – par les États-Unis pour administrer la « justice » impériale. On comprend, dans ces conditions, que la peau des Serbes restés au Kosovo n'ait pas valu cher.

Chaque fois que les États-Unis se préparent à une escalade militaire, un « drame » destiné à émouvoir « l'opinion » survient opportunément: pseudo-attaque de deux navires US dans la baie du Tonkin, pour le



Vietnam; rumeurs de préparatifs terroristes, pour la Grenade; chasse au trafiquant de drogue et ex-employé de la CIA Noriega, pour le Panama; débranchage bidon de couveuses à Koweït City, pour l'Irak; attentats meurtriers à Sarajevo imputés aux Serbes pour la Bosnie, « massacre » de Racak, encore imputé à ceux-ci, pour le Kosovo, etc.

Le déclenchement du « pogrom » anti-Serbes de ces jours derniers n'a pas failli à la règle: il a fait suite à la noyade présumée de trois enfants albanais prétendument poursuivis par des enfants serbes. Tout indique, néanmoins, si l'on examine son déroulement, que cette « réaction populaire » avait été soigneusement programmée, pour ne pas dire anticipée. Par l'UCK, bien sûr, officiellement ralliée au « processus de paix », mais qui, forte de sa présence à tous les échelons de l'administration albanaise du Kosovo, peut en toute quiétude planifier la « phase finale » devant conduire à l'indépendance. Mais, derrière les sécessionnistes albanais, s'activent les services secrets états-unis, prêts à instrumentaliser une nouvelle fois les « affrontements inter-ethniques » pour renforcer la présence nord-américaine dans les Balkans. Mais, à quelles fins?

Pour répondre, il faut revenir sur les vrais buts de la « guerre humanitaire » menée contre la Yougoslavie. Les voici, brièvement résumés.¹

Liquidier ce qui demeurerait d'autogestion et de droits sociaux dans les entreprises yougoslaves pour les privatiser. Ce qui implique que l'État qui les garantissait soit démantelé, parles bombes s'il le faut. La logique globalitaire impose, en effet, aux multinationales de conquérir sans cesse de nouvelles « terres », de nouveaux marchés. La Sécurité sociale et les droits des travailleurs ayant été piétinés, US Steel, par exemple, a pu racheter, pour une bouchée de pain, Sartid, la plus grande usine sidérurgique des Balkans. Une fois la Yougoslavie démembrée pour laisser la place à une mosaïque d'États-croupions, le champ semblait libre pour y exploiter une main-d'œuvre à bas prix qui n'avait plus que le choix entre une exploitation accrue et l'émigration.

Les multinationales ont cru avoir gagné en Serbie en imposant à Belgrade un gouvernement FMI, avec la thérapie de choc ad hoc

pour « redresser l'économie ». Or, l'un est l'autre ont été totalement désavoués aux récentes élections, ramenant au pouvoir des « nationalistes », c'est-à-dire des empêcheurs de globaliser en rond. D'où l'impératif: achever de désintégrer cette Yougoslavie plus difficile à avaler qu'on ne le pensait.

Contrôler la voie stratégique des Balkans. Berlin veut que la route du pétrole passe par le Danube (donc à Belgrade), pour acheminer vers Hambourg et Rotterdam le pétrole et le gaz du Caucase et du Moyen-Orient. À cela s'ajoute l'utilisation du fleuve pour assurer le transit des produits des usines délocalisées dans les Balkans. Or, soucieux d'affaiblir et de faire rentrer dans le rang la « vieille Europe », Washington cherche à établir un tracé plus au sud à travers quelques États-marionnettes de la « nouvelle Europe »: Bulgarie, Macédoine, Albanie. Pour ce faire, le Pentagone a fait construire au Kosovo une gigantesque base militaire: Camp Bondsteel.

Après les fins, les moyens. L'instrument des États-Unis pour réaliser ce plan stratégique a déjà servi. Ce n'est autre que l'UCK, organisation séparatiste albanaise née de la décomposition du stalinisme à la mode Enver Hojda, qui rêve de créer une « Grande Albanie » ethniquement pure (Albanie + Kosovo + morceaux de Serbie, Macédoine, Monténégro et Grèce). Initialement, l'UCK avait été dénoncée par la CIA comme « criminelle » et « terroriste ». Non sans raison: des rapports on ne peut plus officiels divulgués à la fin des années 90 faisaient état de ses liens, d'une part, avec des réseaux internationaux de trafic de drogue et d'armes et, d'autre part, avec des organisations terroristes animées par un islamisme radical, dont l'une était dirigée par un certain... Oussama ben Laden, qui, dès 1996, avait annoncé une « guerre totale contre les Américains et les intérêts américains ».

Qu'à cela ne tienne! Secondé par le BND (les services secrets allemands, qui avaient déjà fait leur preuve aux côtés des séparatistes de Croatie), Washington a, par la suite, littéralement acheté et équipé l'UCK, rebaptisant au passage « combattants de la liberté » ses hommes de main, comme les États-Unis l'avaient fait avec les commandos terroristes d'al-Qaïda importés en Bosnie pour appuyer le mouvement sécessionniste musulman

d'Izetbegovic. Si elle a été purgée, entre-temps, de ses éléments islamistes les plus extrémistes, l'UCK demeure, par-delà la respectabilité acquise de ses chefs devenus politiciens, une organisation criminelle. Ce qui n'empêche pas les occupants états-unis d'entretenir les meilleures relations avec elle. Écoutons, par exemple, des policiers allemands en mission là-bas: « Quand on voit comment les pires maffieux y jouissent manifestement de la protection des Américains, on attrape une crise de colère. »

Pourquoi appuyer la création d'un État ethniquement épuré au Kosovo? Pour les stratèges de l'Otan, il ne s'agit, ni plus ni moins, que de créer une sorte de nouvel Israël dans les Balkans. Il suffit, en effet, de considérer le rôle de l'État sioniste au Moyen-Orient! Un État archidépendant de l'aide financière états-unienne (plus de 4 milliards



de dollars par an!), une hyper-armée dotée des armements les plus perfectionnés, armes de destruction massives comprises, un gendarme qui a déjà agressé tous ses voisins, un foyer de tension permanent à exciter chaque fois qu'on veut affaiblir la résistance des peuples de la région.

Créer dans les Balkans un nouvel Israël, lui aussi fanatisé par une doctrine d'apartheid et de nettoyage ethnique, sera très utile pour Washington. Un État aussi dépendant ne remettra pas en question son énorme base militaire stratégique. Il servira à toutes les manœuvres du Département d'État pour déstabiliser le continent européen en cette époque de guerre économique intense. Voilà pourquoi les États-Unis, selon l'économiste canadien Michel Chossudovsky, dont les analyses décapantes sur la nouvelle guerre des Balkans font autorité, ont conclu « un mariage de raison avec la mafia au Kosovo ».

Aujourd'hui, l'UCK veut « terminer le travail » en attaquant Mitrovica, seule région où vivent encore de nombreux Serbes. Mais les incidents récents ont éclaté partout en même temps! « Une violence planifiée, coordonnée, à sens unique contre les Serbes », s'étonnent des journalistes. Ils ont tort. « Rien au Kosovo ne se produit spontanément », expliquait, à ce propos, un officier de la KFOR. Dommage que les médias aient à nouveau présenté ces déchainements albanais comme des « affrontements interethniques », alors qu'il s'agit d'une opération concertée de nettoyage ethnique, une « nuit de cristal », a déclaré un envoyé de l'ONU. Dommage qu'ils aient relayé la rumeur selon laquelle trois enfants albanais auraient été jetés à la rivière et noyés par des Serbes. Un montage pourtant démenti dès les premières heures par Derek Chapell, porte-parole de la police onusienne.

Mais une autre question vient tout de suite à l'esprit. Pourquoi maintenant? Les lecteurs de Chronique de la guerre civile d'Éric Hazan n'auront pas de mal à trouver la réponse. Irak, Palestine, Afghanistan, Balkans = une seule guerre globale. Avec en prime, la rivalité États-Unis/Europe véritable clé de la « résurgence (sic) de la violence » au Kosovo qui fait les gros titres de la presse de marché. À Mitrovica, ce sont aussi les soldats français qui constituent la cible. Le coup vient de Washington. En

Irak, en effet, Bush s'enlise, et Chirac comme Schröder ne font rien pour l'aider à se sortir du pétrin. De plus, l'attentat de Madrid vient de fragiliser les alliances européennes des États-Unis. Voici donc les « représailles » de la Maison Blanche: le feu vert aux terroristes de l'UCK.

Cependant, le facteur local n'est pas à négliger. La nouvelle équipe gouvernementale formée par Kostunica vient de remplacer un gouvernement corrompu de capitulation nationale. Le peuple serbe manifeste toujours sa résistance, même si c'est au travers d'un vote confus imprégné de chauvinisme, faute d'alternative développée à gauche. Mais, par cette attaque, Washington entend déstabiliser et soumettre un gouvernement rétif à l'alignement économique et militaire.

En protégeant et armant les terroristes de l'UCK, Washington renforce la haine entre Serbes et Albanais. Comme en Afghanistan – autre trajet de pipeline! – et en Irak, il faut, à coups de provocations en forme de massacres, « diviser pour régner ». L'UCK brûle des monastères orthodoxes, des racistes serbes ripostent en brûlant une mosquée. Riposte doublement stupide car les Kosovars ne sont guère musulmans, et la clique au pouvoir à Washington n'est pas l'amie, mais l'ennemie des musulmans.

Il est plus que temps de rouvrir le débat sur ce qu'il est advenu de la Yougoslavie. Le soutien de la gauche européenne à l'Otan fut, à cet égard, une tragédie dont les peuples balkaniques ont été et continueront d'être les victimes. Privatisations, misère sociale, nettoyage ethnique, règne des mafias, etc.: les résultats de cinq années de « paix » – celle des cimetières pour les non-Albanais – au Kosovo devraient enfin dissiper les dernières illusions. Était-ce cela qu'il fallait soutenir? Jamais les guerres déclenchées par les États-Unis n'ont été « humanitaires ». Par les autres États non plus, d'ailleurs.

J.-P. G.

1. Pour en savoir plus, le meilleur ouvrage paru en français sur la question demeure Monopoly: L'Otan à la conquête du monde, de Michel Collon, éditions EPO, Bruxelles, 2000.

Belgique

Errances d'un syndicat socialiste

ON N'ENTENDAIT PAS une mouche voler, pas même une mouche syndiquée, lorsque Mia De Vits a annoncé lundi 8 mars qu'elle quittait la présidence de la Fédération générale du travail de Belgique pour mener la liste du Parti socialiste flamand (SPA) aux élections européennes.

Cette nouvelle confirme les rumeurs de départ qui courraient depuis un mois et demi. Elle jette surtout une lumière crue sur la docilité du syndicat socialiste belge, notamment face au SPA. Le départ de De Vits n'a qu'un effet de loupe: depuis les élections de mai 2003, la FGTB, syndicat minoritaire en Flandre, dispose d'un parti de même obédience au gouvernement... Un parti dont il convient de ménager la susceptibilité. Un chien ne mord pas la main qui le nourrit.

Et, pourtant, il y aurait de quoi montrer les dents. Le SPA – avec l'aval des socialistes francophones – renforce les contrôles humiliants des personnes sans emploi. Ainsi, après dix-huit mois de chômage, il faudra désormais prouver sa recherche « active » d'un emploi, lettre de candidature en main. Sous peine d'être exclu du droit à une allocation de chômage.

La passivité du syndicat socialiste dans ce dossier est d'autant plus flagrante que, tandis que le ministre SPA de l'Emploi Frank Vandembroeck renforce la précarité de nombreux demandeurs d'emploi, son collègue libéral des Finances, Didier Reynders, encourage l'amnistie fiscale pour les grosses fortunes planquées à l'étranger. Sans parler de l'avarice du gouvernement à l'égard des allocations sociales.

On sait ce qu'il faut penser du SPA et du peu de cas qu'il fait des travailleurs. Non content de proposer un projet antisocial, il déstabilise un syndicat frère à la veille des élections sociales. Le SPA risque d'attiser les tensions communautaires de la FGTB. Car le départ de Mia De Vits donne de l'assurance à l'aile sociale-démocrate flamande du syndicat, face une aile wallonne – plus marquée à gauche et accusée par l'ex-présidente de « ne pas se moderniser assez vite, de trop s'accrocher aux droits acquis ». La FGTB parlera-t-elle encore d'une seule voix ou s'enlisera-t-elle dans des conflits linguistiques et politiques? Le syndicat aura-t-il toujours la force de tenir tête aux partis flamands qui souhaitent la scission des soins de santé sur base régionale, sous prétexte que la Flandre « entretient » une Wallonie paupérisée? Indirectement, le SPA ouvre une brèche dans la solidarité.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des partis. Lors des élections régionales du 13 juin, ils choisiront, au pire, qui leur donnera des coups de crosse; au mieux, ils désigneront l'adversaire le plus facile à contourner. La énième trahison des socialistes rappelle que c'est au quotidien, dans nos boulots, dans nos loisirs et pas dans l'urne que se construit l'égalité sociale et économique.

Au rayon orga syndicale et élections sociales de mai, le transfert de Mia De Vits devrait suffire à réveiller un syndicat anesthésié à coups de compromis et, espérons-le, à renouer avec un syndicalisme d'autogestion et de combat. Les accointances avec les partis ont montré une fois de plus leurs limites. Les scandales, les malversations qui ont émaillé la vie de la FGTB, ces dernières années, disent également la confiance que les travailleurs doivent placer dans les délégués permanents...

Quant à Mia De Vits, pour reprendre un mot digne d'un surréaliste belge: « Ceci n'est pas une syndicaliste. »

Hertje

groupe Ici et maintenant, Bruxelles



Brèves au-delà des Alpes

Souvenez-vous de Jörg Haider, le leader d'extrême droite autrichien arrivé au pouvoir en 2000, de la condamnation de toute l'Europe alors sociale-démocrate, des menaces de boycott. Tout récemment, le toujours propre sur lui leader nationaliste autrichien servirait encore d'épouvantail dans la presse sociale-démocrate pour diaboliser le célèbre culturiste gouverneur de Californie, Schwarzy. Depuis quelques jours, sans renier ses idées nauséabondes, il doit être devenu fréquentable. En effet, suite aux dernières élections régionales, les sociaux-démocrates (SPÖ) de Carinthie (sud de l'Autriche) ont conclu un accord post-électoral avec le parti de Haider, le Parti libéral (FPÖ), pour gouverner en commun la région.

Rassurez-vous la morale est sauve! Les élus du SPÖ ne vont pas voter pour un néo-fasciste: lors du vote d'investiture, il est prévu que certains d'entre eux sortent pour que Haider obtienne le quorum voulu. Comment dit-on jésuite en autrichien?

Brèves au-delà des Pyrénées

En Espagne, si le Premier ministre Aznar a payé par une défaite électorale ses mensonges d'état, son successeur inattendu José Luis Rodriguez Zapatero à peine intronisé s'est empressé de rassurer la Bourse.

Lors de sa première conférence de presse le lundi 15 mars, il déclarait:

« Mon gouvernement sera un gouvernement qui n'interviendra pas dans le monde économique. Ce pays a besoin de davantage de parts de liberté économique ».

On croirait entendre du Jospin s'adressant aux futurs licenciés de LU-Danone. Et le nouveau modèle de François Hollande d'en rajouter:

« Nous ferons une politique économique pour que l'Espagne continue de croître, avec davantage de productivité et d'efforts dans la recherche et le développement des nouvelles technologies ».

Devinez qui va faire des gains de productivité?

Jimma

Anarchisme & homosexualités une lutte toujours en devenir ?

La fiotte noire

À PARIS et dans les grands centres urbains plus ou moins protégés par l'anonymat, l'affirmation lesbienne, gay, transgenre ou bisexuel.le (LGTB) est devenue aujourd'hui une réalité courante et « relativement » simple à vivre. Pourtant, elle relève parfois, dans certaines situations individuelles ou géographiquement plus isolées, du véritable déficit social, et implique la remise en cause et la lutte contre ses fondements : le patriarcat et l'ordre moral.¹

En revanche, se vivre « femme, homme, LTGB et anarchiste », à la ville comme à la campagne, est une problématique beaucoup plus complexe. Nous nous trouvons alors confronté.e.s à la mise en perspective de différents niveaux de lutte, partagé.e.s entre nos pratiques affinitaires et nos convictions face à l'urgence sociale. Cette position nous oblige alors à réfléchir sur le sens profond de notre engagement politique global, en y intégrant la sphère personnelle.

Peu d'anarchistes ont posé le problème en ces termes, sinon quelques rares exceptions. Pour parler des plus récentes, Daniel Guérin a toujours essayé de mettre en adéquation ces deux combats. Michel Foucault aurait également pu le faire, s'il avait été un peu plus anar... Pour parler des plus ancien.ne.s, Emma Goldman au début du XX^e siècle défend en Amérique, lors de ses prises de positions « les opprimés victimes d'injustice sociale, tout comme ceux victimes des préjugés puritains » (les homosexuel.le.s), tout en prônant l'amour libre et le droit à la contraception.

Zo d'Axa, enfin, soutient également la lutte des homosexuel.le.s dans leur « contestation concrète des valeurs morales » de l'époque. Qu'importe le nombre : nous sommes deux, nous sommes trois...

Ce sont surtout les militant.e.s anonymes qui intègrent dans leur lutte globale au sein de l'organisation leur vécu quotidien. Ce postulat militant n'est pourtant pas l'apanage exclusif

des LGTB. Par exemple, les anarcho-féministes se trouvent également confrontées à une réalité similaire. Comment, en effet, mettre en adéquation pertinente, pratiques individuelles et convictions politiques militantes ?

Comment faire coexister notre fibre anarchiste, antiautoritaire, antireligieuse, antisécuritaire et antiélectorale, avec d'autres schémas plus personnels ? Pour ne citer que le combat des femmes et des LTGB : revendiquer depuis des siècles, la reconnaissance des droits fondamentaux et communautaires, tout en validant la libre disposition de nos corps ? L'IVG et la contraception pour les femmes, le droit aux papiers pour les transgenres et les exclu.e.s, le Pacs, l'adoption et l'homoparentalité, pour les homos et lesbiennes. Malheureusement, toutes ces revendications ne peuvent, pour l'instant, que passer par les incontournables filets légalistes, et c'est bien là que se noue le nœud gordien.

Pour essayer d'envisager la question selon un autre angle, si j'étais économiste (Michel Bakounine et Louise Michel m'en préserveront!), j'hésiterais entre une approche micro politique et une autre plus macro, « qui engloberait le tout » ! Mais il existe une autre solution politique d'urgence, et c'est celle que j'ai choisie, n'ayant pas d'autres choix : militer dans une orga anarchiste et, conjointement, dans une des assoc. LGTB. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, ce n'est pas toujours en adéquation et aussi satisfaisant qu'on pourrait le penser.

« Communautaire » ou affinitaire

Je suis très satisfait de militer auprès des mes compagnes et compagnons LTGB, au sein d'Act-Up Paris. J'ai l'impression que nous y faisons un vrai travail militant quotidien, utile, concret et constructif. Nous faisons avancer les choses et nous positionnons sur les problématiques sociales les plus dures. Comme par

exemple, lutter contre la persécution sécuritaire exercée sur les plus fragiles socialement: les séropos en général, les séropos sans papiers, les séropos en prison plus particulièrement et, voire, les prostitué.e.s (de gré ou de force) qui doivent faire un choix entre un statut légal ou la très radicale solution abolitionniste. Si vous étiez un.e prostitué.e politisé.e, que feriez vous? Ce n'est pas toujours simple, et l'on pourrait encore compliquer la question à loisir, sans parler du voile!

Pourtant, cette présence et cette lutte quotidienne auprès des plus fragiles, menées au jour le jour sont plus qu'importantes, mais elles me semblent amputées d'une vision politique plus large, plus globale et surtout à plus long terme. C'est-à-dire, la remise en question politique globale de l'ordre patriarcal et de l'ordre moral en général. Retour au nœud gordien.

Du côté de l'anarchie

Je suis satisfait de militer auprès de mes camarades anarchistes à la FA. Nos luttes sont réparties sur des causes et des combats fondés, et nous avons les mêmes ennemi.e.s: le patronat, l'exploitation de « l'homme par l'homme », entraînant souvent celle de « la femme par l'homme », etc. Mais, grâce à la présence, et au relais des anarchaféministes, depuis de nombreuses années, nous avons pu avancer, tout en posant ponctuellement de nouveaux défis, comme au sein de la nouvelle commission antipatriarcale de la FA. Nous voilà doté.e.s de nouveaux outils de lutte, avec lesquels nous suivrons les traces des Louise Michel, d'Emma Goldman, des Mujeres Libres ou autres Daniel Guérin. Et tellement d'autres anonymes, dans le combat global contre l'antipatriarcat, jamais acquis, tout comme celui de l'abolition du capitalisme en général.

En tant qu'homme et anarchiste, personnellement, je n'ai jamais eu à me plaindre de l'accueil de mes camarades de la FA: militer en 1972 au groupe Germinal ne m'empêchait pas de militer également au FHAR.² Après quelques années d'absence, « les années sida », l'organisation a vu d'un bon œil la création du Claaaaaash en 1998. Les six « a » sous-entendaient, la mise en perspective sur le même front: de la lutte contre le capitalisme, la religion, le racisme et incluant celles contre le sexisme et l'homophobie, au sein d'une vision globale et anarchiste. Elle englobait un positionnement fédéral, contre des manifestations mercantiles (par exemple, « les lesbiennes, gay, bi, trans pride, en 2000) et ouvrait quelques éléments de réflexion sur la sexualité, voire la nécessité d'une « déconstruction des genres ». Retour au nœud gordien.

Contre les oppressions

Pourtant, nous ne vivons pas aujourd'hui, dans un monde idéal anarchiste avec des genres déconstruits. Nous avons encore beaucoup de mal à faire reconnaître l'oppression que nous subissons quotidiennement, nous, les femmes, les LGTB et les hommes pro-féministes. Et les

militant.e.s anarchistes ont encore du mal à se mobiliser, lors des actions de positionnement que nous organisons. Et je ne comprends toujours pas pourquoi, dans la mesure où nous n'hésitons pas à apparaître, pratiquement au sein de toutes les autres luttes. C'est dommage car à chaque fois que nous, les anars, sommes présent.e.s dans les luttes féministes, c'est dingue le nombre de Monde libertaire que je vends, par exemple, lors d'actions contre les anti-IVG ou les « phobistes »: un signe qui ne trompe pas?

À bas les lois et les genres

Les lois ne régleront jamais la montée en puissance des antichoix. Ne laissons pas l'initiative aux « sociaux démocrates » qui ne nous proposent qu'une voie légaliste. La rue nous appartient, et nous devons y exprimer notre solidarité avec les victimes de crimes homophobes (Sébastien) ou sexistes (Sohane) au côtés d'autres victimes de l'ordre moral. Avec la montée du « tout religieux », nous assistons à une recrudescence de ces crimes, qui existaient déjà au Moyen Âge et étaient perpétrés contre « les sorcières et les sodomites ».

Les anarchistes n'ont-ils pas leur mot à dire face à ces agissements, et peut-on hésiter à soutenir la lutte des féministes et des LGTB, face au retour de bâton du patriarcat et de

l'ordre moral? Allons-nous, encore une fois de plus, laisser les lois nous soumettre, aux bons soins d'une Christine Boutin, présidente de la commission anti-homophobie à l'Assemblée nationale, ou d'un Garaud anti-IVG, et pour un statut de l'embryon?

Il me semble que les anarchistes, anarchaféministes et LGTB ont gagné une place légitime et historique dans le combat libertaire contre l'ordre patriarcal. J'espère que nous serons en première ligne dans cette lutte pour le droit de décider de nos corps, comme nous serons également présent.e.s sur toutes les autres.

L'anarchie comme prolongement de l'individu et comme libération des hommes, des femmes et des LGTB (dans l'ordre ou dans le désordre)! Inclusive, la déconstruction du genre, pour un combat commun contre le capitalisme, le racisme, le machisme, le sexisme, les phobies, toutes et tous ensemble, sous les plis du drapeau noir! L.F.N.

1. Voir les articles du Monde libertaire consacrés à Sébastien, brûlé vif par des homophobes dans le Nord-Pas-de-Calais en février 2004, ou encore à Sohane, brûlée vive en banlieue parisienne parce que seulement femme voulant se libérer du patriarcat.

2. Front homosexuel d'action révolutionnaire (à tendance hautement maoïste et trotskiste, mais qui rassemblait également quelques anars)



Les **combats** d'Octave Mirbeau

Caroline Granier

OCTAVE MIRBEAU naît dans une famille de petite bourgeoisie normande en 1848, et devient très vite anticlérical après un séjour dans un collège jésuite – puis antimilitariste, après la guerre de 1870. Journaliste, il écrit d'abord dans une feuille bonapartiste, puis au *Gaulois*, de tendance monarchiste, avant de pouvoir lancer son propre journal, les *Grimacés*, en quelque sorte l'ancêtre du *Canard enchaîné*. C'est après avoir lu Kropotkine que Mirbeau se déclare anarchiste: il publie sa fameuse lettre intitulée « La grève des électeurs », incitant les citoyens à faire « la grève du suffrage universel ». Lors du procès des Trente, il est souvent cité, comme propageant les idées anarchistes. Il y a même un journaliste pour parler d'une « école littéraire » au sujet de l'anarchie: « L'auditoire a paru surpris de voir des écrivains comme M. Octave Mirbeau, M. Paul Adam, M. Bernard Lazare, etc., sans parler de M. Élisée Reclus, former comme une école littéraire autour de l'anarchie », écrit un journaliste du *Gaulois* assistant au procès de Jean Grave en 1894. Et Mirbeau est connu: tout en collaborant à de nombreux journaux et revues libertaires, il continue à écrire dans les journaux les plus lus de l'époque (*le Figaro*, *le Gaulois*, *le Journal*, etc.). Surnommé « le milliardaire rouge », il est en effet l'un des journalistes les mieux payés de son temps, et se

sert de sa notoriété pour dénoncer le colonialisme, combattre Boulanger, défendre Dreyfus et soutenir l'avant-garde esthétique (Jarry, Ibsen, Maeterlinck, Wagner et tant d'autres).

Journaliste, romancier, conteur et dramaturge

Auteur de nombreux romans, de contes et de nouvelles, Octave Mirbeau a aussi écrit pour le théâtre. Dans les *Mauvais Bergers* (1897), « drame ouvrier », il décrit la gestation d'une grève et sa répression, en s'inspirant des événements du Creusot de 1870. Le titre désigne clairement tous ceux qui égarent ou accablent la classe ouvrière: patrons, députés, délégués ouvriers sans énergie ni courage. C'est le personnage de Jean Roule, leader anarchiste sans doute inspiré par Jean Grave, qui désigne clairement, dans la pièce, les ennemis de la classe ouvrière:

« Vos députés!... ah! je les ai vus à l'œuvre!... Et vous-mêmes, vous avez donc oublié déjà le rôle infâme... la comédie pitoyablement sinistre qu'ils jouèrent dans la dernière grève... et comment... après avoir poussé les ouvriers à une résistance désespérée, ils les livrèrent... diminués... dépouillés... pieds et poings liés... au patron... le jour même où un dernier effort... un dernier élan... l'eussent obligé à capituler... peut-être!... Eh! bien,



non!... Je n'ai pas voulu que, sous prétexte de vous défendre, des intrigants viennent vous imposer des combinaisons où vous n'êtes – entendez-vous – qu'un moyen pour maintenir et accroître leur puissance électorale... et qu'une proie pour satisfaire leurs appétits politiques!... Vous n'avez rien de commun avec ces gens-là! Leurs intérêts ne se confondent pas plus dans les autres... que ceux de l'usurier et de son débiteur... de l'assassin et de sa victime!... »

La pièce remporte un succès considérable, avec Sarah Bernhardt et Lucien Guitry dans les rôles principaux : chaque scène est suivie d'applaudissements, les braves fusent pendant la scène des revendications ouvrières. Les spectateurs du quatrième balcon crient : « Vive l'anarchie! Mort aux bourgeois! » Dix rappels marquent la fin du spectacle. Dans l'*Épidémie* (1898), Mirbeau se moque encore des représentants du peuple qui n'agissent que pour défendre leurs intérêts. Cette « farce » est représentée à la Maison du Peuple, à Paris, dans une baraque en planche. Le rideau se lève d'abord sur Laurent Tailhade qui lit sa conférence, se mélangeant dans ses feuilles. Le public rit, puis chante avec la Muse révolutionnaire, au foulard rouge. Arrivent alors les acteurs, dont Louis Lumet et Octave Mirbeau. Après la représentation, les spectateurs sortent en chantant l'*Internationale*.

Ainsi, lorsque Sébastien Faure décrira la vie après la révolution, dans *Mon communisme* (*Le bonheur universel*), paru en 1921, il n'oubliera pas Octave Mirbeau en donnant son nom au théâtre de la ville de Bordeaux. Dans ce roman utopique, on apprend que « le théâtre Mirbeau » a adopté la comédie et compte 2 500 fauteuils, et personne ne retient sa place à l'avance : « Au théâtre Mirbeau, il y avait des fauteuils partout, la vue de la scène était la même pour tous, et les lois de l'acoustique y avaient été si bien observées que, quelle que soit la place qu'on y occupait, on entendait très distinctement ».

Intellectuel engagé dans les combats de son temps

L'exemple d'Octave Mirbeau est révélateur des liens qui existaient à la fin du XIX^e siècle entre écrivains et militants anarchistes. La correspondance que Mirbeau entretient avec Jean Grave (aux éditions de Fourneau en 1994) montre qu'il est soucieux de l'avis du « pape de l'anarchie ». Jean Grave s'intéresse aux œuvres de Mirbeau, lui donne des conseils, les critique – il en trouve souvent la conclusion trop pessimiste. L'écrivain témoigne en faveur de Jean Grave lorsque ce dernier est poursuivi pour son livre, en 1894 – livre que Mirbeau préface et au sujet duquel il écrit à l'auteur : « Ce que je trouve d'unique dans votre livre, c'est qu'il est impossible d'y relever une faute de logique; et c'est plein de clarté. »

Octave Mirbeau est typique de l'écrivain anarchiste engagé, mêlant littérature et politique. À la fin du siècle, les littérateurs anarchistes sont nombreux, et un rapport de police de 1891 désigne sans équivoque les nouveaux fauteurs de trouble : « Ce n'est point parmi la classe ouvrière qu'il faut aller chercher les nouveaux anarchistes mais parmi la classe des jeunes lettrés et même celle des lettrés d'âge mûr : M. Octave Mirbeau étant un plus dangereux anarchiste dans ses articles que le Pêre Peinard lui-même!... ».

Dangereux, les écrivains? Proudhon, en 1848, regrettait qu'à son époque la littérature ne soit « que l'art d'agencer des mots et des périodes ». Octave Mirbeau, qui l'a probablement lu, déplore, en 1890 (dans une lettre à Claude Monet) que, contrairement aux sciences naturelles qui découvrent des mondes, « la littérature, elle, en est encore à vagir sur deux ou trois stupides sentiments, artificiels et conventionnels, toujours les mêmes, engluée dans ses erreurs métaphysiques, abruti par la fausse poésie du panthéisme idiot et barbare! ».

Il poursuit : « J'arrive à cette conviction qu'il n'y a rien de plus vide, rien de plus bête, rien de plus parfaitement abject que la littérature. Je ne crois plus à Balzac, et Flaubert n'est qu'une illusion de mots creux ».

Et pour que la littérature ne soit pas cette somme de « mots creux », il faut qu'elle soit pleinement engagée dans les combats de son temps. L'écrivain est-il d'ailleurs autre chose qu'un « prolétaire des lettres »? nous demande Octave Mirbeau (qui a fait le « nègre » au début de sa carrière littéraire), en appelant tous les littérateurs à « poursuivre sans trêve leurs revendications contre les représentants de l'infâme capital littéraire » (*les Grimaces*, 15 décembre 1883).

Aujourd'hui, les œuvres d'Octave Mirbeau n'ont pas vieilli, et on y retrouve avec toujours autant de plaisir « l'impétuosité de son irrespect, la violence de ses attaques contre les idées conventionnelles, la férocité de son mépris pour certains hommes, pour certaines classes et pour certaines institutions » – selon les mots de Bernard Lazare.

C. G.

Baromètre de la flicaille

QUE FAIT LA POLICE depuis dix ans? Elle gagne chaque jour plus de terrain. *Le Monde libertaire* a assisté à la conférence de presse organisée par Maurice Rajfus, afin de commémorer les dix ans du Bulletin d'information *Que fait la police?* À l'occasion de cette décennie d'existence, un petit ouvrage: *Face à la marée bleue* a été édité par les éditions de L'Esprit frappeur.¹

Les journalistes de la presse institutionnelle ont boudé l'événement, certainement trop occupés à traquer les huiles politiques sur leurs parcours électoraux. Après avoir sommairement regretté leur absence, Maurice Rajfus a dû constater que le sécuritaire n'est plus à la mode, tant la police est aujourd'hui partout chez elle, ce qui n'a pas empêché Rajfus de faire, devant un auditoire restreint, un nombre impressionnant de constats aussi noirs qu'affligeants.

Depuis 1994, date de la création de l'Observatoire des libertés publiques à la suite de l'assassinat de Makoné, au commissariat des Grandes-Carrières, pour le vol d'une cartouche de cigarettes, dix morts par an en moyenne ont été consignés, dus à l'intervention radicale des forces de police, pour un total de cent morts entre 1994 et 2004. Ces violences mortelles n'ont jamais été perpétrées sur des acteurs du grand banditisme et sur ses réseaux, mais en majorité sur des jeunes des banlieues, jamais armés.

En dix ans, rien n'a changé durant le passage des différents ministres de l'Intérieur qui se sont succédé, de Pasqua, en passant par Debré, Joxe, Chevènement, Vaillant pour finir avec Sarkozy. Au contraire, la situation au regard des informations de plus en plus nombreuses n'a fait que s'aggraver. Les représentants de l'ordre sont de plus en plus sexistes, racistes, xénophobes, violents, et cela malgré la création en 1986 du Code de déontologie de la police, validé par Fabius. Certains policiers devraient l'apprendre par cœur: cela n'engage à rien, puisqu'il n'est jamais respecté.

C'est en 1974, sous le gouvernement Giscard-Chirac que naît le fantasme de « l'immigration zéro », et il semble que, depuis, celui-ci n'a fait qu'enfler et engendrer toujours plus de violences perpétrées à 80 % contre des jeunes issus de l'immigration, chiffres à l'appui. Cela ne semble pas interpeller plus que ça les médias et les politiques, qui demandent encore à ces jeunes de voter pour eux!

Après dix ans, le bulletin est diffusé à environ 400 exemplaires, envoyés aux adhérents de l'Observatoire, contre une somme modique. Il est uniquement alimenté par des articles parus dans la presse, et très exceptionnellement par des témoignages, lorsque

ceux-ci sont authentifiés et validés par des associations reconnues d'intérêt public. Un site Internet a été récemment ouvert, dédié au recueil des informations sur les violences policières.

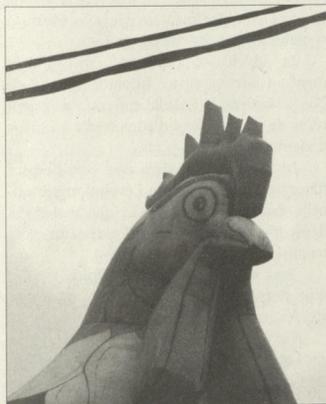
Plus inquiétant: le *Monde libertaire* s'est intéressé de savoir pourquoi, après dix ans d'existence, le bulletin n'a pas été interdit. Tout simplement parce que ces informations, issues de la presse nationale n'ont jamais été mises en doute ou démenties, elles sont donc de fait authentifiées et, tout cela, dans l'indifférence générale!

Pour Maurice Rajfus, ce bulletin a donc le mérite de toujours exister et de diffuser les méfaits de la police, car en être informés est fondamental, pour qu'on ne puisse pas dire: « Je ne savais pas! » Car l'état sécuritaire ne fait que se resserrer, comme nous l'avons constaté à Paris, lors du dernier meeting de Le Pen, où les forces armées nous ont tenus volontairement à l'écart et ont fini par nous renvoyer dans le métro. Attitude qui se reproduit systématiquement lorsque nous essayons de perturber les gesticulations des antiavortement de SOS tout petits (cerveaux), où les flics nous encadrent, tandis qu'ils les autorisent à faire leurs prières à genou dans la rue. Idem, lors des interventions d'Act-Up, où nous n'avons même plus le temps de sortir les pancartes que nous sommes déjà embarqués dans des bus réquisitionnés à la RATP.

Et les informations qui nous remontent des régions par nos camarades ne sont pas plus optimistes.

La flicaille a donc définitivement pris pour cibles et pour ennemis publics, souvent au faciès, les jeunes des cités et les militants; et elle a réussi à faire accepter ce fait au public, qui ne s'émeut même plus de telles violences. C'est pourquoi nous avons un devoir de vigilance, et nous tenons à remercier Maurice Rajfus et sa petite équipe pour leur combat quotidien si utile à nous tous.

Patrick Schindler
groupe Claaaaash



1. Prix: 4 euros, bientôt disponible à Publico, 145, rue Amelot 75011 Paris, et dans toutes les bonnes librairies.

2. Observatoire des libertés publiques, 7-9, passage Dagorno 75020 Paris.

Abonnement: 10 euros par an, mais il est également fortement recommandé par les auteurs de le photocopier pour le diffuser largement. L'Observatoire ayant très peu de moyens, envoyer un carnet de timbres de temps en temps pour payer les affranchissements, est un bon moyen pour l'aider à survivre.

The dreamers



Valérie Erba

« L'état de la conscience politique actuelle m'atterrit tellement qu'à la lecture des souvenirs d'étudiants à Paris, en mai 1968, j'ai voulu me servir de la caméra comme d'une machine à remonter le temps. »

Bernardo Bertolucci, 2 septembre 2003

J'AJOUTERAI pour ma part que Bertolucci s'est servi de la caméra aussi comme d'une machine à remonter, ou plutôt à revisiter, la cinématographie. *The dreamers* est avant tout un film pour cinéphiles, un hommage passionné et « rêveur » d'un cinéaste au cinéma, le vrai, celui qui nous émeut et nous oblige à réfléchir.

Bertolucci se sert donc de cet art pour poser, ou reposer, la question fondamentale sur l'engagement politique: le spectateur éveillé va ainsi être obligé de réfléchir et, dans le meilleur des cas, de faire un état des lieux de son propre engagement.

Nous sommes au début de mai 1968. Un étudiant américain Matthew rencontre devant la Cinémathèque Théo et Isabelle, frère et sœur, faux jumeaux. Les trois adolescents se lient d'amitié et vont vivre ensemble ce mois de mai dans l'appartement des parents partis à Trouville.

Dehors, éclate la révolution, commencée devant la Cinémathèque avec les manifestations des cinéphiles suite à l'expulsion de Henri Langlois, son directeur, décrétée par le ministère de la Culture.

À l'intérieur de l'appartement, les trois jeunes vivent la leur, celle de trois adolescents en butte à la société, à l'autorité parentale injustifiée (Théo en parlant de son père: « Le fait que Dieu n'existe pas ne l'autorise pas à prendre sa place »), la guerre du Vietnam, la révolution culturelle de Mao, la sexualité imposée et, d'une manière générale, contre le système socio-politico-économique.

Le huis clos est double: celui de l'appartement en tant qu'espace filmique et celui de Théo, Matthew et Isabelle enfermés dans leur rêves de cinéphiles et d'adolescents en quête d'identité.

Le film prend à vivre avec eux, l'espace filmique devient celui de l'évolution personnelle des trois jeunes tandis que mai 1968 demeure constamment à l'extérieur, posé comme un immense hors-champ.

Tout cinéophile connaît la force terrible d'un hors-champ, et celui là est, à mon avis, absolument magistral!

On éprouve une sorte de frustration à ne pas voir à ce point, et cela ne fait qu'augmenter notre désir de descendre dans la rue nous aussi. Une seule fois Matthew et Isabelle feront

une courte excursion dans ce hors-champ, le temps d'aller au cinéma, partager un verre dans un bistrot et regagner l'appartement. Ils verront ainsi une gigantesque pyramide de déchets de toute sorte, signe concret de la révolte sociale. Puis, devant les postes de télévision d'un magasin d'électroménager, des images de grévistes et des affrontements avec la police.

Puis il y aura une introduction violente du hors-champ dans l'espace filmique: un pavé jeté par les manifestants fera éclater une vitre et sortira brutalement les trois jeunes de leur sommeil. Ils viennent de vivre leur dernier « rêve », blottis sous une tente dressée dans le salon par Isabelle (sublime hommage à Alexandre Nevski d'Eisenstein!), leur dernier jeu d'ados en quête d'amour.

Et les voilà dans la rue, eux aussi! Enfin!

Matthew, qui tout au long du film aura affiché une certaine retenue, une méfiance face à la liberté de pensée, d'expression et d'actes des deux jumeaux, essaiera là aussi d'être raisonnable et cherchera à retenir Théo auquel un manifestant a tendu un cocktail Molotov.

« À quoi servira ton geste? Vous lancez un cocktail Molotov contre la police et elle va vous charger, il y aura des morts, des répressions, c'est sans fin. C'est le fascisme qui est dans cette bouteille! »

Mais Théo ne l'écoute pas et, en traînant sa sœur à l'abri derrière une voiture, allume la mèche et lance la bouteille. La police charge. La scène est montrée au ralenti. Les flics à l'abri des boucliers avancent vers le spectateur puis disparaissent: restent quatre blindés, phares allumés vers le spectateur, qui éclairent un sol humide et jonché de gravats. Arrêt sur ce plan tandis que la voix de Piaf chante: « Non, je ne regrette rien. » Le générique défile.

Il est clair que mai 1968 devient un prétexte. Cela aurait pu se passer au G8 de Gênes en 2001, ou maintenant devant le mur dressé par Israël, ou bien en Irak, en Afghanistan ou ailleurs... Ce qui compte est réveiller le spectateur et l'inciter à réfléchir devant une situation donnée. À réfléchir, mais aussi à agir. Et pas forcément avec un cocktail Molotov, cela va de soi.

Il serait intéressant de comparer ce film avec le *Conformiste* (1970) dans lequel Bertolucci porte à l'écran l'histoire de

Marcello Clerici qui, en 1937, obéissant aux ordres supérieurs, se rend à Paris pour tuer un leader antifasciste exilé, tout en sachant qu'il s'agit de son ancien professeur.

Autrement dit, pour ne pas céder au conformisme des hommes ordinaires, et donc à l'acceptation passive et/ou opportuniste du monde tel qu'il se présente, il faut en quelque sorte sortir de ses rêves et devenir Théo!

Il est clair que la fin du film fonctionne comme un coup de poing en plein estomac et nous renvoie au premier choc, celui de la première séquence du film: par un long travelling descendant, Bertolucci nous fait parcourir l'architecture de la tour Eiffel et, là, immédiatement, le cœur du cinéphile se met à battre très fort car le ton du film est donné tout de suite. Et puis, comment ne pas penser au travelling du début de la *Notte de Michelangelo Antonioni*?

Ainsi commence ce voyage magique à l'intérieur de la cinématographie, à travers les citations d'extraits, les jeux auxquels se livrent les trois ados dans l'appartement (magnifique scène de Théo filmé en plan américain de profil trois quarts qui se masturbe à genoux devant la photo de Marlène Dietrich dans l'Ange bleu collée au mur de sa chambre), les réflexions sur le cinéma (Keaton est-il mieux que Chaplin? ou encore: « Les cinéastes sont des criminels et les films des crimes », dit Matthew dans la baignoire en regardant Théo à travers le trou de mousse obtenu en soufflant entre ses mains) mais surtout, à mon avis, à travers la manière de filmer de Bertolucci: avec ses plans, on se sent encore plus « dedans ».

Splendide la ballade nocturne des trois jeunes le soir même de leur rencontre. Ils sont filmés de dos. Ils marchent le long des quais humides. Puis à la question de Matthew: « Tu es née à Paris? » Isabelle répond: « Oui, sur les Champs-Élysées, et mes premiers mots ont été *New York Herald Tribune* » et, là, Bertolucci nous offre pour notre bonheur absolu la scène avec Jean Seberg et Belmondo dans *À bout de souffle*!

Souvent, les citations filmiques sont montées en alternance avec la scène réelle « refaite » avec les trois jeunes (je pense à *Bande à part* de Godard, scène du Louvre et à *Queen Cristina* de Mamoulian avec Greta Garbo) et alors le plaisir devient absolument immense!

V.E.



Jeudi 1^{er} avril

Paris 11^e

Débat autour du livre de F.-X. Verschave: *Au mépris des peuples, le néo-colonialisme franco-africain*. Organisé par la librairie Quilombo et La Fabrique, à 19h45, au CICP, 21^{er}, rue Voltaire.

Paris 18^e

Alain Aurenche en concert au Trianon à 20h30, 80, bd de Rochechouart, M^o Anvers.

Vendredi 2 avril

Le Havre

À l'occasion du congrès du syndicat MICT-CGT du Groupe hospitalier du Havre, rencontre-débat avec Suzanne Weber autour de son livre *Avec le temps, de la vieillesse dans les sociétés occidentales et quelques moyens de la réhabiliter* aux Éditions libertaires, à 18h30 au café littéraire les Yeux d'Elsa, rue d'Étretat.

Samedi 3 avril

Asnières-sur-Vègre (72)

Astier et les frères Sakarine en concert, à 20h30 à la Javasnieres.

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Cathy Itak et Eric Coulaud: *l'éphéméride anarchiste*, à 15 heures au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Rouen

Concert du groupe Scène alternative à la librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris 11^e

Rencontre et débat avec Charles Mastracci alias Alexandre Dumas pour la réédition de son roman *En deux temps trois mouvements*. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o Oberkampf.

Paris 20^e

Écrans rebelles: *Step across the boarder*, docu de

N. Humbert et W. Penzel, suivi d'un débat « La contre-culture: alternative? dominée? subversive? libre? ». Organisé par la CNT-Spectacle, à 19 heures, au 33, rue des Vignoles, M^o Avron.

Samedi 10 avril

Paris 20^e

10 ans de lutte, ça se fête! Concert anniversaire des 10 ans de Ya Basta! À 19 heures à la Maroquinerie, 23, rue Boyer, M^o Gambetta. Paf: 7 euros.

Dimanche 11 avril

Montigny-en-Gohelle (62)

À 16 heures au festival Les Enchanteurs: Astier et les frères Sakarine.

Mardi 13 avril

Rouen

Soirée polar: « Le roman noir comme roman social » avec Dominique Delahaye, à 20 heures à la librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 17 avril

Marseille 3^e

Nuit de l'anarchie organisée par le Cira: exposition, conférence-débat: « la propagande par le fait » à 17 heures, pièces de théâtre: *Casério anarchiste* et *la Commune* à 21 heures. Le tout à partir de 15 heures au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré.

Samedi 24 avril

Chelles

À l'occasion des 50 ans de la Fédération anarchiste, le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique avec la projection du film *Foi d'anar* (documentaire sur Maurice Joyeux) à 20h30, 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER E).

Radio libertaire

Vendredi 2 avril

Koumbi: de 10 heures à 12 heures, Tombouctou express – rencontre avec le peintre Cheri Samba. Ballade sur les ondes du Kenya.

Enjoy Polar: de 12 heures à 13 heures, l'émission diffusera une interview de James Ellroy, récemment de passage en France pour Destination Morque.

La Grenouille noire: de 21 heures à 22h30, sur l'habitat écologique.

Jazz en liberté: à partir de 22h30, Philippe Sellam/Gilles Renne, Jackie McLean quintet, Jimmy Lyons trio, Rob Brown quartet, Cannonball Adderley sextet, Kevin Haynes.

Samedi 3 avril

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, la formation continue.

Chroniques rebelles: de 13h30 à 15h30, la subversion en chansons.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure: de 19 heures à 21 heures, un entretien avec Hineer Salem, cinéaste kurde, pour *Vodka Lemon*.

Dimanche 4 avril

Chants – Contrechamps: de 15h30 à 18h30, un panorama critique des films en salles. Anne Peko pour son album de reprises de Barbara et Jacques Brel.

Lundi 5 avril

Les mangeux d'erre: de 9h30 à 11 heures, une nouvelle émission écolo-libertaire. Le commerce équitable en question.

Ondes de Choc: de 15 heures à 17 heures, affaires étrangères, compagnie du Léopard dramatique, Théâtre Paris Villette. Paris Jazz big band.

Mercredi 7 avril

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, l'harmonica country blues.

Jeudi 8 avril 2004

Bistouri oui-oui: de 19h30 à 20h30, la radio trans faite par des trans... et pour tout le monde.

Vendredi 9 avril

Jazz en liberté: à partir de 22h30, Herbie Hancock/Chick Corea, Katy Roberts Septet, Martial Solal/Joachim Kuhn, Sun Ra, René Bottlang/Mal Waldron, Hilton Ruiz.

89,4 MHz
en région parisienne

agenda

**"Qu'est-ce que l'Anarchisme
aujourd'hui?"**

**dans la nuit du
2 au 3 avril**

les Destinées de l'histoire



1h à 8h du matin

Radio Libertaire 89.4 fm

La Nuit de l'anarchie sur Radio Libertaire, c'est le 3 avril à 1 heure du matin. Avis aux insomniaques...

Faites-vous du bien, venez voir Dumal...

CHARLES MAESTRACCI alias Alexandre Dumal a commis un premier récit chez Gallimard Je m'appelle reviens (Série Noire) qui fut, en son temps, remarqué par Jean-Patrick Manchette. Ce dernier affirmait alors que: « Les romanciers seront secrètement outragés de voir que le bandit écrit mieux qu'eux. » Il a depuis récidivé aux éditions Fleuve Noir (la Coupe immonde), Baleine (Burundunga) et l'Insomniaque (l'Ouvreur).

Là, il a lancé sa « Troupe de non-travailleurs » (TNT!) à l'assaut de la « glaciation capitaliste »; et, tous les mois, sous la plume d'auteurs différents, les adorateurs du libéralisme en prennent plein la gueule!

C'est à l'occasion de la réédition de En deux temps trois mouvements (Folio policier), que nous vous invitons à rencontrer Alexandre Dumal, samedi 3 avril, à 16 heures... à Publico!

Librairie Publico, 145, rue Amelot,
Paris 11^e, M^o Oberkampf

Soutien

LA FEDERATION ANARCHISTE s'inscrit en solidarité avec la 5^e quinzaine du cinéma lesbien, gay, bi et trans pour exiger de la municipalité de Bordeaux qu'elle maintienne les programmations prévues dans les bibliothèques du Grand Parc et de la Bastide ainsi que le débat sur l'homoparentalité prévu à la bibliothèque de Mériadeck.

À l'heure où tant de jeunes se suicident parce qu'ils/elles ne peuvent pas vivre leur homosexualité au grand jour, à l'heure où l'homo, lesbo, transphobie ose s'exprimer en allant jusqu'au meurtre, il est plus que jamais nécessaire de lever les tabous sur la réalité que vivent les homosexuels dans la société française. Il est donc du devoir d'une municipalité de favoriser les débats autour de ces questions, seul moyen selon nous de mettre fin à l'ostracisme dont sont encore victimes les gays, bis, trans et lesbiennes.

Muriel Roblin et Philippe Arnaud

pour le groupe Emma-Goldman et le Cercle Jean-Barrué de la Fédération anarchiste

Incendie à la Gryffe Appel à la solidarité

MERCREDI 3 MARS, à 13 heures, un incendie accidentel a endommagé nos locaux. Un certain nombre d'objets ont brûlé. Murs, sols, plafonds, livres, revues, ordinateurs, cartes postales, tee-shirts, archives du centre de documentation libertaire... puent et sont recouverts d'une couche de suie grasse. De ce fait, la librairie ne peut rouvrir ses portes en l'état, et ce pour plusieurs semaines au minimum.

Noir, c'est noir !

Un rapide état des lieux fait apparaître:

- Un certain nombre de livres et de revues ne seront pas récupérables.

- Murs et plafonds, même nettoyés, devront être repeints.

- Tous les débats prévus en mars et en avril sont compromis.

- La fermeture a déjà des conséquences sur les ressources de la librairie alors que traites et factures, loyer et charges diverses continuent de courir comme d'habitude. En conclusion, nous aurons de nombreux frais à régler de notre poche, les assurances n'étant philanthropes que pour leurs dirigeants et pratiquant avec allégresse le rétrécissement des remboursements sur le mobilier: tables, bureaux, chaises, ordinateurs, fax, calculatrices, matériel de bureau, etc. mais aussi sur les livres, revues et autres babioles militantes.

Que faire ?

Comme disait Lénine avant de déraiser sur le verglas (Colette Magny). Un soutien moral, pratique, technique, financier est nécessaire afin que la Gryffe, qui diffuse depuis vingt-cinq ans, contre vents et marées réactionnaires, la presse, les livres, les idées et pratiques libertaires reprenne rapidement ses activités.

- Vous pouvez donc, dans un grand élan solidaire, nous envoyer des sous, des thunes, du péze... Libellez vos chèques au nom de N. B. et précisez au dos « Solidarité contre les feux de poubelle ».

- Vous pouvez nous proposer du matériel de bureau en bon état et aussi VOUS proposer de donner un coup de main pour le sympathique camp de travail libertaire que nous allons être amenés à organiser dans un avenir proche; feux de joie de mobilier et calumet de la paix seront toutefois exclus.

Des permanences seront maintenues à la librairie; vous pouvez téléphoner et passer les après-midi pour prendre des nouvelles, nous assurer de votre soutien et nous proposer votre aide. Noirs et rouges, oui! Noirs de suie, non!

Librairie libertaire la Gryffe, 5, rue
Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, M^o Saxe-
Gambetta. Tél.: fax 04 78 61 02 25
www.lagryffe.net

À parti unique, journal unique



LE 2 AVRIL à partir de 18 h 30 à la Maison de l'Amérique latine un documentaire de Jorge Masetti et François Pain sur la presse à Cuba sera projeté et suivi d'un débat. Dans ce documentaire vous pourrez voir l'entretien avec notre camarade libertaire cubain Frank Fernández, auteur d'un livre sur le mouvement libertaire cubain. C'est au 217, boulevard Saint-Germain, à Paris.

à l'occasion du VII^e congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes

COLLOQUE PROUDHON



INTERVENTIONS ET DÉBAT

Gaetano Manfredonia : *L'apport de Proudhon à l'anarchisme* - **Daniel Colson** : *Proudhon et le syndicalisme* - **Jean Préposiet** : *Communisme et mutualisme d'après Proudhon* - **Archibald Zurvan** : *Le système proudhonien* - **David Rappe** : *Une pensée pour l'action anarchiste au XXI^e siècle.*

Vendredi 9 avril – 20 h 30

Salle David – 11, rue Battant – Besançon

Organisé par le groupe Proudhon de la FA